

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 5

<i>La Contre-Révolution européenne et le gouvernement communiste.</i>	N. Lénine
<i>La Crise du Parti Communiste allemand.</i>	Clara Zetkin
<i>Marx et Engels (correspondance).</i>	Fr. Engels
<i>Les Travaux publics sous le régime soviétique.</i>	
<i>La Chine.</i>	Georges Sorel
<i>La Tactique du moindre effort.</i>	Ch. Rappoport
<i>La Politique économique des Soviets</i>	
<i>Le III^e Congrès des Syndicats ouvriers russes</i>	
<i>Revue de Politique Internationale (Spa et Moscou).</i>	Ch. R.
<i>Chronique Internationale (Espagne).</i>	
<i>A travers les Livres.</i>	Ch. R.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 46-89

TARIF DES ABONNEMENTS :

<i>Un an</i>	<i>Six mois</i>	<i>Trois mois</i>
France : 25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger: 30	18	10

Le numéro 3 fr.

1^{re} année

N° 5

Juillet 1920

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

La Contre-Révolution Européenne et le Gouvernement communiste

La situation internationale n'a jamais été si favorable qu'aujourd'hui. Si l'on jette un coup d'œil sur les conditions dans lesquelles elle se forgeait pendant les deux dernières années de difficultés inouïes et de sacrifices incroyables et si l'on analyse les causes de cette conjoncture particulièrement heureuse, tout homme capable de raisonner comprendra aussitôt quelles sont les forces principales révolutionnaires qui nous y ont conduits et leurs rapports intérieurs réciproques.

Quand, il y a plus de deux ans, au commencement de la révolution russe, nous avons parlé de la révolution mondiale qui s'approchait, c'était de notre part une prévision pure et simple et, jusqu'à certain point, une espèce de prophétie. Aussi, la grande majorité des classes travailleuses, qui n'habitent pas les villes et qui n'ont pas été élevées politiquement

(1) Discours de Lénine au Congrès des Cosaques tenu le 29 février 1920.

par notre parti, se montraient-elles, à l'égard de ces discours sur l'imminence de la révolution mondiale, très incrédules et indifférentes, ou bien ne comprenaient pas suffisamment bien les raisons de cette affirmation. Il était d'ailleurs difficile de s'attendre à ce que l'énorme masse de la population qui travaille, de la population paysanne surtout, disséminée sur un territoire immense, puisse se faire d'avance une idée plus ou moins juste sur la révolution mondiale prochaine et sur son caractère international. Tout ce que nous avons vécu au cours de ces deux années extrêmement pénibles et l'expérience que les masses qui travaillent des territoires lointains en ont tirée, méritent qu'on y réfléchisse sérieusement. Ce serait une erreur, si, pour vider la question, nous nous disons que le temps qu'on a traversé fut difficile et qu'on est arrivé, à l'heure présente, à une époque plus douce.

Voyons un peu quelle était notre situation quand nous avons commencé la révolution d'octobre, en renversant le pouvoir des propriétaires et des capitalistes et en lançant à nos ennemis l'appel de la fin de la guerre ; voyons quelle était notre situation quand, peu après, nous sommes tombés sous le joug des impérialistes allemands et quand, plus tard encore, aux mois d'octobre et de novembre 1918, l'Allemagne fut écrasée et l'Angleterre, la France, l'Amérique et les autres pays de l'Entente se rendirent maîtres du globe terrestre. La plupart des gens disaient à cette époque : « N'est-ce pas clair maintenant que l'entreprise des bolcheviks est entièrement ratée ? » D'autres y ajoutaient : « Non seulement les bolchéviks n'ont pas réussi, mais ils se sont montrés des trompeurs : ils avaient promis la paix, mais à sa place après le joug germanique, tombé avec la défaite de l'Allemagne, ils sont devenus les ennemis de toute l'Entente, c'est-à-dire de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique et du Japon, — des plus puissants Etats du monde entier. La Russie ruinée, affaiblie et souffrante se voit forcée, après une guerre impérialiste et une guerre civile, à soutenir une lutte contre les nations les plus avancées du monde ». Il a été facile de croire

à toutes ces objections et il n'est pas étonnant qu'à la suite d'un manque de confiance et d'une indifférence profonde, un sentiment d'animosité envers le pouvoir soviétique se répandait de plus en plus. Mais si cette animosité n'est pas étonnante, il y a une autre chose beaucoup plus étonnante, celle de notre victoire dans la lutte contre Youdénitch, Koltchak et Denikine, que soutenaient, par tous leurs moyens, les plus riches Etats de l'univers, et contre lesquels il n'y a pas sur terre de forces militaires pouvant les égaler. En ce moment tout le monde peut voir que notre victoire est un fait réel ; c'est clair même pour les aveugles, même pour ceux qui sont pires que des aveugles, parce qu'ils ne veulent pas voir.

Nous avons vaincu, parce que nous fûmes unis et parce que nous pûmes avoir des alliés au camp même de l'ennemi. Quant à nos adversaires, qui étaient incomparablement plus forts que nous, ils ont subi une défaite, parce qu'il n'y avait pas dans leurs rangs cette union qui fait la force et qu'ils ne pourront jamais réaliser. Chaque mois de lutte approfondissait la scission et la discorde qui ravageaient leur camp. Permettez-moi de passer aux faits qui peuvent appuyer l'authenticité de mes paroles.

Vous savez que l'Allemagne vaincue, l'Angleterre, la France et l'Amérique n'eurent plus d'ennemis dans le monde entier. Les Alliés ont dévalisé les colonies de l'Allemagne ; il n'y avait pas de lopin de terre, pas un Etat qui ne se serait pas trouvé sous la domination des forces de l'Entente. Il paraissait que, dans des circonstances pareilles, quand ces pays étaient les ennemis de la Russie Soviétique, ils auraient dû comprendre que le bolchévisme avait pour but une révolution mondiale. Nous n'avons jamais dissimulé d'ailleurs que notre révolution n'était que le commencement de celle dans le monde entier et qu'elle ne mènera à une fin victorieuse que dans le cas où nous aurons allumé tout le globe terrestre d'un feu révolutionnaire. Aussi, comprenons-nous fort bien que les capitalistes soient des ennemis acharnés de la Russie des Soviets.

Notons ensuite que les Etats de l'Entente sont sortis de la guerre européenne avec une énorme armée et une flotte puissante. Nous n'avions, pour opposer à ces forces, rien qui pût ressembler à une flotte ou une armée assez nombreuse. Il aurait donc suffi pour la victoire de l'Entente que quelques centaines de mille de soldats, prélevés sur cette armée forte de plusieurs millions, fussent employés dans la guerre contre nous, de la même façon qu'on s'en était servi contre l'Allemagne. C'est tout à fait clair pour celui qui a jugé cette question au point de vue théorique et surtout pour ceux qui ont fait cette guerre et qui connaissent la chose d'après leur propre expérience et d'après leurs propres observations.

Et l'Angleterre et la France ont tenté d'avoir raison de la Russie de cette manière. Elles conclurent un accord avec le Japon, lequel pays n'ayant presque pas pris part à la guerre impérialiste, donna cent mille soldats pour étrangler la République des Soviets, en attaquant celle-ci du côté de l'Extrême-Orient. En même temps l'Angleterre débarquait des troupes à Mourmansk et à Arkhangelsk et un peu plus tard au Caucase. Simultanément, la France envoyait ses soldats et matelots dans le Midi de la Russie. C'était la première phase de la lutte historique que nous avons soutenue.

L'Entente possédait à cette époque une énorme armée ; elle avait des troupes qui n'étaient autre chose que de la garde blanche qu'on recrutait alors en Russie et qui n'avait ni armes, ni organisateurs. Les Alliés ont fait marcher ces soldats contre nous et il arriva alors ce que les bolchéviks avaient prédit, savoir — qu'il s'agissait non seulement d'une révolution mondiale et qu'ils auraient des partisans — les ouvriers — dans n'importe quel pays de la coalition. Ces prédictions ne se réalisèrent pas sous une forme directe, et quand nous proposâmes la paix à tous les pays, notre appel ne trouva pas d'échos partout dans l'univers. Mais la grève de 1917 en Allemagne nous montra que nous y avions à côté de notre cause des forces ouvrières assez considérables et non pas Liebknecht lui seul, Liebknecht qui osait traiter du haut de la tribune le gouvernement et la bourgeoisie allemande de

brigands, ne craignant pas de le faire même à l'époque où le kaiser prospérait encore. Cette grève fut noyée dans une mer de sang qui engloutit, en même temps, le mouvement ouvrier. Quant aux pays de l'Entente, les ouvriers y furent trompés par la bourgeoisie, qui leur a menti sur notre appel, ou bien ne le publia même pas, en entravant ainsi son exécution immédiate. Ceux qui pensaient que la révolution allait éclater à la suite de cet appel se trouvèrent naturellement profondément désenchantés. Mais de notre part, nous n'avons pas mis tout notre espoir dans cet appel, en comptant sur d'autres mobiles, plus profonds. Nous nous disions que la révolution n'adopterait pas une même voie dans tous les pays et qu'il s'agissait non pas du renversement d'une créature de Raspoutine ou d'un propriétaire sans foi ni loi, mais d'une lutte acharnée contre une bourgeoisie plus éclairée et instruite.

Quand l'Angleterre débarqua ses troupes au nord de la Russie et la France en fit autant dans le Midi, l'heure de l'épreuve finale et du dénouement définitif sonna. A cette date, une question s'imposa, grave et impérieuse : les bolchéviks qui affirmaient que le succès de cette lutte dépendait de l'attitude des ouvriers, ou bien les menchéviks qui qualifiaient d'aventure téméraire la tentative de faire la révolution dans un seul pays, parce que celle-ci serait aussitôt étouffée par les autres Etats. Vous avez entendu de semblables discours qui venaient non seulement de membres de partis politiques, mais même de la part de novices en matières politiques. L'épreuve finale allait résoudre la dispute.

Pendant un temps assez long nous ignorions complètement quel en serait le résultat et ne pouvions en constater l'importance. Mais, à l'heure qu'il est, nous en avons la conscience nette et claire. Nous savons que même des journaux bourgeois anglais, malgré les mensonges dont ils accablaient les bolchéviks, imprimaient des lettres de soldats anglais écrites d'Arkhangelsk, lettres où les auteurs disaient qu'ils avaient trouvé en Russie des feuilles volantes rédigées en anglais et leur expliquant qu'ils furent trompés et envoyés

pour faire la guerre aux ouvriers et paysans qui ont fondé un Etat des ouvriers et des paysans. Ces soldats déclaraient qu'ils ne voulaient pas combattre dans ces conditions. Nous savons aussi qu'il y eut en France une révolte de matelots, que des dizaines, des centaines, peut-être des milliers de Français l'ont payée par une déportation au bagne. Ces matelots avaient déclaré, eux aussi, qu'ils ne marcheraient pas contre la République des Soviets. Nous voyons donc maintenant, pourquoi ni les troupes anglaises, ni celles de la République française n'ont pas marché contre nous, pourquoi les soldats anglais ont évacué Arkhangelsk et pourquoi le gouvernement anglais n'ose pas envoyer des effectifs militaires nouveaux dans notre pays : il estime que le sol où la révolution prolétarienne s'accomplit est trop dangereux pour les pays encore capitalistes. Il appert de ce que nous venons de dire que les bolchéviks avaient raison, en organisant sous le régime tsariste l'union des ouvriers ; ceux-ci ont créé peu à peu de petits noyaux, de petits groupes qui allaient au-devant de tous ceux qui voulaient les croire — au-devant des ouvriers français et des soldats anglais, en faisant de la propagande dans la langue maternelle de chaque pays. Il est vrai que nous n'avions alors que de pauvres feuilles, tandis que la presse anglaise et française opéraient à l'aide de milliers de journaux. Chaque mois nous n'imprimions que deux ou trois feuilles de petit format, et c'était déjà un succès, si un soldat français sur dix mille pouvait avoir une feuille pareille entre ses mains. Et je n'en suis même pas certain. Mais pourquoi, tout de même, les soldats français et anglais prêtaient-ils foi à ces feuilles ? Parce que nous leur disions la vérité et parce que, arrivés en Russie, ils comprenaient tout de suite qu'ils avaient été trompés. On leur avait dit qu'ils devaient défendre leur patrie, mais, venus chez nous, ils voyaient qu'il leur fallait défendre le pouvoir des propriétaires et des capitalistes et étouffer une révolution ouvrière. Nous avons réussi, pendant ces deux années, à gagner la confiance de ces gens qui avaient oublié avoir exécuté leurs rois. Mais dès qu'ils eurent foulé le sol russe, notre révolution et les victoires des

ouvriers et des paysans de notre pays ont fait rappeler aux soldats français et anglais leurs propres révolutions.

C'est alors qu'on a compris que les bolchéviks avaient raison et que nos espérances étaient plus solides que celles des capitalistes, bien que nous n'ayons eu ni moyens ni armes et que l'Entente fût munie de tout et possédât une armée invincible. Mais nous avons gagné à notre cause toutes ces armées. Nous sommes arrivés à cet état de choses où l'on n'ose plus nous envoyer des soldats anglais et français. On sait, par expérience, que ces tentatives se tournent contre ceux qui les font. Et c'est un des miracles opérés par la Russie des Soviets.

Maintenant, après quatre années de guerre où il y a eu 10 millions de tués et 20 millions de mutilés, les impérialistes commencent à se demander, pourquoi ils ont fait la guerre ? Cette question mène à des révélations très intéressantes. Il n'y a pas longtemps, on a publié en France les comptes rendus des pourparlers qui eurent lieu en 1915. Déjà à cette époque, l'empereur d'Autriche entama avec la France des négociations de paix dont le gouvernement de Paris faisait un mystère profond. Albert Thomas, qui se donnait pour un socialiste et qui était alors ministre, vint à cette date en Russie pour promettre à Nicolas II Constantinople, les Dardanelles et la Galicie. Ce n'est que maintenant que toutes ces choses secrètes, imprimées dans un journal français sont connues.

Et les ouvriers demandent à Albert Thomas : « Tu disais d'avoir participé au gouvernement pour défendre la patrie française et les intérêts de ses ouvriers. Cependant, quand le monarque d'Autriche nous proposa la paix, tu nous cachas cette proposition et des millions d'hommes ont continué à périr pour enrichir les capitalistes français. » Ces révélations se poursuivent toujours. C'est nous qui les avons commencées, en ayant publié les traités secrets, pour que le monde entier sut, comment et pourquoi des millions de vies et de victimes ont péri pour les intérêts de Nicolas II qui devait recevoir les Dardanelles et la Galicie. Tous les impérialistes

le savaient. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires le savaient également. Et s'ils ne le savaient pas, ils étaient donc des idiots finis de ne pas avoir assez étudié la politique et la diplomatie pour ne pas être au courant des choses qui paraissent maintenant dans les journaux français. Grâce à ces révélations qui deviennent de plus en plus riches et abondantes et à ne pas finir, les ouvriers et les paysans de tous les pays commencent à voir la vérité et à se débrouiller dans les véritables causes de la guerre impérialiste. Et voilà pourquoi, aussi, ils commencent à croire de plus en plus que la vérité est de notre côté et que les impérialistes, qui les envoyaient à la soi-disant défense de la patrie, les trompaient. Voilà pourquoi nous avons opéré ce miracle peu ordinaire ; si faibles que nous étions au point de vue militaire, nous avons fait des sacrifices incroyables. Nous avons souffert, ces deux dernières années, d'une façon horrible de la faim et du froid, parce que l'Occident et le Sud, si riches en blé, étaient hors de notre portée. Malgré tout, nous avons remporté une victoire générale, car nous avons conquis non seulement notre pays, mais tous les Etats et l'humanité entière. A-t-on jamais vu dans l'histoire que des Etats possédant une puissance militaire énorme ne puissent marcher contre une république tout à fait impuissante au point de vue militaire ? Et nous avons opéré ce miracle, parce que nous autres bolchéviks, en poussant le peuple russe vers une révolution nouvelle, nous savions parfaitement bien qu'elle sera douloureuse et que nous aurons des millions de victimes, mais nous savions aussi que les masses laborieuses de tous les pays seront pour nous et que notre vérité, après avoir dévoilé le mensonge, triomphera en fin de compte.

Les puissances alliées ayant échoué dans leur guerre contre la Russie, ont tenté alors d'autres moyens de lutte. La bourgeoisie européenne avait des centaines d'années d'expérience et beaucoup d'armes de toutes sortes qu'elle pouvait changer à son gré, en mettant de côté celles qui lui paraissaient incertaines. Après la tentative d'étrangler la Russie par les mains

de ses propres soldats, elle voulut le faire à l'aide des Etats, voisins de la Russie.

Le pouvoir autocrate, les propriétaires, les capitalistes, opprimaient toute une série de petits peuples — les Lettons, les Finlandais et autres. Ces bourreaux ont provoqué parmi ces derniers une haine contre le joug séculaire qui les écrasait. Le mot « Grand Russe » devint le mot le plus haï pour ces peuples qui se noyaient dans leur sang. Et voilà que l'Entente ayant perdu la partie dans sa guerre contre les bolchéviks, en luttant contre eux à l'aide de ses propres soldats, mit son enjeu sur les petits Etats, en se disant : « Voyons, ne pourrait-on pas étrangler la Russie des Soviets par les mains de ces pays ? »

Churchill, qui imitait dans sa politique celle de Nicolas Romanoff, en faisant la guerre suivant son bon plaisir et sans tenir compte du parlement, Churchill se vantait de pouvoir conduire contre la Russie 14 Etats. C'était en 1919. Il disait qu'au mois de septembre Pétrograd serait pris et que Moscou subirait le même sort dans deux mois. Mais il se vanta un peu trop. Il comptait sur la haine des petits Etats susmentionnés, mais il oubliait que partout dans ces pays l'on était déjà bien renseigné sur la vraie nature de Youdénitch, de Koltchak et de Denikine. Il y avait un moment où la victoire semblait sourire aux impérialistes. A la date où Youdénitch marchait sur Pétrograd et s'en trouvait bien près, un article parut dans le *Times*, suppliant et enjoignant, en même temps, la Finlande : « Aidez Youdénitch ! Le monde entier vous regarde. Vous sauvez la liberté, la civilisation et la culture de l'univers, marchez donc contre les bolchéviks ! » C'était l'Angleterre qui, par l'organe de ce journal, parlait ainsi à la Finlande, l'Angleterre qui tenait dans sa poche ce pays endetté et nourri par le pain que lui donnait la Grande-Bretagne.

Voilà comment on se comportait avec les petits Etats pour les faire marcher contre les bolchéviks. L'entreprise échoua par deux fois, parce que la politique pacifique que réalisaient les bolchéviks était consciente et sérieuse et que les prétendus

ennemis des bolchéviks, les petits Etats en question, la considérèrent comme une politique de paix plus honnête que celle de tous les autres pays. Ils se disaient : « Nous haïssons la Russie qui nous opprimait, mais nous savons que c'était Youdénitch, Koltchak et Dénikine qui étaient nos oppresseurs, mais non pas les bolchéviks. » L'ancien chef du gouvernement blanc de la Finlande ne doit pas avoir oublié qu'il avait reçu de mes mains et en personne, au mois de novembre 1917, un document par lequel nous avons reconnu sans réserve l'indépendance absolue de son pays.

Si tous ces petits Etats avaient marché contre nous (et ils ont reçu à cet effet des centaines de millions de dollars, les meilleurs canons, du bon armement et des instructeurs anglais des plus expérimentés), s'ils avaient marché contre nous, nous aurions certainement été battus. Mais ces Etats n'ont pas marché, comprenant la bonne foi des bolchéviks et sachant que si ceux-ci disaient qu'ils reconnaissaient l'indépendance de tel ou tel autre peuple, ils le disaient sincèrement ; ils savaient aussi, ces pays, que la Russie tsariste était bâtie sur l'oppression des autres peuples et que les bolchéviks, quand ils disaient qu'ils ne seront jamais pour une pareille politique, qu'ils ne feront jamais une guerre de conquête et d'oppression, le disaient franchement. C'est dans cette question que se fit valoir l'importance internationale de la politique bolchéviste. Ce fut une épreuve non spécialement russe, mais internationale, une épreuve par le feu et par l'épée et non par des paroles, une épreuve de la lutte finale et décisive. Les impérialistes comprirent qu'ils n'avaient plus de soldats qui consentiraient à étrangler le bolchévisme, qu'il faut une coalition de toutes les forces internationales pour le vaincre.

Qu'est-ce que l'impérialisme ? C'est une poignée de puissances riches qui oppriment l'univers. Et quand ces puissances savent qu'elles ont quinze cent millions d'hommes sur la terre qu'elles peuvent exploiter, ces quinze cent millions sentent douloureusement ce que représentent la culture anglaise et française et la civilisation américaine.

L'impérialisme c'est la rapine à qui mieux mieux. En ce

moment, les trois quarts de la France sont vendus aux milliardaires américains. Les officiers venus d'Angleterre et de France en qualité d'instructeurs militaires et qui se sont installés dans les petits Etats voisins de la Russie s'y conduisaient comme des hobereaux russes, grossiers et impertinents, comme des conquérants. Ils se livraient à une spéculation acharnée très louche. Plus les ouvriers finlandais, polonais et lettons souffrent de la famine, plus la poignée de milliardaires anglais, américains et français et leurs commis s'enrichissent à leurs dépens. Et c'est ainsi que les choses se passent dans le monde entier.

La République Socialiste Russe fut la première à lever le drapeau ayant pour légende la vraie libération des peuples et elle commença à gagner les sympathies de tous les pays. Par les petits Etats nous avons gagné à notre cause tous les peuples de la terre, c'est-à-dire des centaines et des centaines de millions d'hommes et de femmes. A l'heure présente ce sont des opprimés et des opprimés, mais la guerre les a éclairés tous. Des masses humaines colossales se trouvaient entraînées dans la guerre impérialiste : l'Angleterre y emmena ses régiments hindous pour combattre les Allemands, la France mobilisa des millions de nègres pour faire la guerre aux Allemands ; elle formait de ces malheureux des bataillons de choc et les envoyait dans les endroits les plus dangereux où les mitrailleuses fauchaient les noirs comme de l'herbe. Ces nègres, eux aussi, ils ont appris quelque chose. Les soldats déjà sous le régime tsariste disaient : « Si nous devons mourir, marchons plutôt contre les propriétaires ». Les indigènes disaient de leur côté : « S'il nous faut périr, mourons non pas pour aider les bandits français à dévaliser les bandits allemands, mais pour nous libérer des capitalistes allemands et français ». La conscience se réveille dans tous les pays du monde, le mouvement révolutionnaire augmente d'un jour à l'autre. C'est aussi vrai par rapport aux Indes où trois cent millions de serfs anglais sont horriblement opprimés. Et tous lèvent les yeux vers la belle étoile de la République des Soviets, parce qu'ils savent que cette dernière est

prête aux plus lourds sacrifices dans sa lutte contre les impérialistes et qu'elle reste debout malgré les épreuves les plus décourageantes.

La victoire que nous avons remportée sur l'offensive préparée par Churchill est une preuve que notre politique est juste. Une autre victoire est celle que nous avons remportée sur les intellectuels bourgeois, sur les socialistes-révolutionnaires et sur les mencheviks qui nourrissaient jadis contre nous une animosité acharnée. Tous s'opposent maintenant à la guerre. Dans tous les pays, les intellectuels bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks condamnent l'intervention dans les affaires de la Russie. Au sein même du camp ennemi, à Paris, à Londres et partout où l'on persécute les bolcheviks et les traite comme furent traités les révolutionnaires sous le régime tsariste, dans toutes les villes, les intellectuels bourgeois lancent cet appel : « A bas les mains, ne touchez pas à la Russie des Soviets ! » C'est un mot d'ordre, au nom duquel les intellectuels bourgeois anglais se réunissent en meetings et y signent des appels.

Voilà pourquoi on a dû lever le blocus. L'Entente n'a pu empêcher l'Estonie de signer la paix avec nous. Maintenant, nous pouvons faire le commerce avec tout le peuple esthonien. Nous avons ouvert une fenêtre sur le monde civilisé. Nous avons de notre côté les sympathies de la plupart des travailleurs de ce pays et sa bourgeoisie attend avec impatience la reprise des relations commerciales avec la Russie.

Maintenant, les impérialistes nous craignent, et ils ont raison, car la Russie des Soviets est sortie de cette guerre plus forte que jamais. Les publicistes anglais écrivent que les armées se décomposent dans le monde entier, et que s'il y a un pays dont l'armée se fortifie, au contraire, — c'est la Russie. Ils ont tenté de calomnier le camarade Trotsky, en insinuant que l'armée russe doit sa force à la discipline de fer et à une large propagande politique adroitement menée.

Nous n'avons jamais nié ni l'une ni l'autre. La guerre c'est la guerre et elle exige une discipline le fer. Navez-vous

pas fait usage de mêmes mesures, messieurs les capitalistes ? Est-ce que vous n'avez pas fait de propagande, messieurs les capitalistes ? N'avez-vous pas, cent fois plus que nous, de papier et de typographies ? Si l'on compare les quantités respectives des écrits propagandistes chez vous et chez nous, ne sera-ce un petit grain de sable de notre côté et une montagne — du vôtre. Cependant, votre propagande a raté et la nôtre a réussi.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait une expérience pour savoir, si l'on ne pouvait pas s'arranger à l'amiable avec les capitalistes. Cette expérience ne devait se faire qu'en Russie pour ne pas offenser les capitalistes mondiaux. Mais les expérimentateurs ont oublié que les capitalistes sont les capitalistes et qu'il faut les vaincre pour les ramener à la raison. Nos adversaires prétendent que les bolcheviks ont inondé le pays de sang, ayant jeté le peuple dans la guerre civile. Mais est-ce que vous, messieurs les socialistes-révolutionnaires et mencheviks, est-ce que vous n'avez pas eu huit mois pour faire l'expérience ? Est-ce que vous n'étiez pas au pouvoir avec Kerensky à partir du mois de février jusqu'au mois d'octobre 1917, quand vous étiez soutenus par tous les cadets, par toute l'Entente, par les capitalistes les plus riches du monde ? Vous aviez alors pour programme les réformes sociales, mais sans la guerre civile. Est-ce qu'on aurait pu trouver dans l'univers un homme assez bête pour consentir à la révolution, si vous aviez commencé les réformes sociales ? Pourquoi ne l'aviez-vous pas fait ? Parce que votre programme était absurde, parce qu'il était un rêve incohérent. On ne peut pas s'arranger avec les capitalistes et les dompter pacifiquement, surtout après une guerre impérialiste de quatre ans. Supposez-vous, peut-être, qu'il n'y a pas de gens intelligents en Angleterre comprenant très bien qu'ils n'avaient consenti à cette guerre que pour le partage des colonies et que 10 millions d'hommes ont été tués et 20 millions mutilés pour le partage d'un butin ? Et nous disons aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : « Vous auriez pu faire l'expérience, pour-

quoi donc ne l'avez-vous pas faite? Parce que votre programme était une simple utopie et non seulement en Russie, mais même en Allemagne, même dans le pays où les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires sont actuellement au pouvoir, dans ce pays où un Korniloff allemand, armé de pied en cap, prépare la réaction et où 15.000 ouvriers ont été tués dans les rues. Et les mencheviks et leurs amis, les socialistes-révolutionnaires allemands, osent accuser les bolcheviks d'avoir poussé le pays vers une guerre intestine, osent affirmer que l'Allemagne jouit d'une paix sociale qui n'a coûté que 15.000 ouvriers tués.

Ils disent que nous faisons la guerre civile et versons le sang, parce que la Russie est un pays arriéré. Mais dites-nous, pourquoi des choses semblables se passent-elles dans des pays qui ne sont point arriérés, comme la Finlande, par exemple. Dites, pourquoi une terreur blanche sans pareille et qui révolte tout le monde, sévit-elle en Hongrie? Pourquoi dans la république allemande, où, après l'expulsion du kaiser, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires sont au pouvoir, pourquoi Liebknecht et Luxembourg y ont-ils été assassinés? Et pourquoi, dans ce pays, est-ce Korniloff qui y fait la pluie et le beau temps et non pas les mencheviks? Et pourquoi, enfin, les bolcheviks, tout en y étant opprimés, sont-ils si forts dans ce pays par leurs idées, par la justesse de leur cause et par leur influence sur les masses?

Telle est cette révolution mondiale dont on disait, en en parlant, que les bolchéviks trompent les masses.

Une grande querelle commence peu à peu entre les Etats bourgeois eux-mêmes. L'Amérique et le Japon sont à la veille d'une guerre, parce que le pays du Soleil Levant, qui se tenait tranquille, pendant la guerre impérialiste, s'empara maintenant de presque toute la Chine, dont la population monte à 400 millions. Messieurs les impérialistes disent : « Nous sommes pour la république et pour la démocratie, mais pourquoi les Japonais volent-ils sans façon plus qu'il ne faut ? » Le Japon est l'Amérique sont à la veille d'une

guerre et il est impossible de conjurer cette collision dans laquelle on tuera peut-être encore 10 millions d'hommes et mutilera encore 20 millions. La France demande à son tour : « Qui a eu les colonies ? — L'Angleterre ». La France a vaincu, il est vrai, mais elle est endettée jusqu'au cou, tandis que l'Angleterre s'est enrichie. De nouvelles alliances et de nouvelles combinaisons politiques commencent à se faire jour, là-bas. De nouveau, les pays occidentaux se préparent à se jeter les uns sur les autres, mécontents du partage des colonies. Une nouvelle guerre impérialiste est imminente et rien ne peut l'arrêter. On ne le peut pas, et non pas pour cette raison que chaque capitaliste, pris à part, est un homme de mal. Non, chacun d'eux est un homme comme les autres, mais l'on ne peut pas conjurer cette guerre, parce qu'elle sera nécessaire aux capitalistes pour se débarrasser de leurs difficultés financières, parce que le monde entier est endetté et asservi par la propriété privée, qui a amené et amènera toujours des collisions sanglantes de peuples.

Tout cela stimule de plus en plus la marche de la révolution. C'est pour cette raison que nous avons gagné à notre cause les soldats anglais et français et que les petits Etats ont confiance en nous. Jamais notre situation internationale ne fut si satisfaisante que présentement. Et si nous faisons un calcul pur et simple, nous verrons que si bien des difficultés sont encore devant nous, les plus grandes sont déjà vaincues. Nous n'avons plus peur de l'Entente et bien que sa puissance s'étende au monde entier, nous l'avons vaincue en combats décisifs. (*Applaudissements*).

Il est vrai que les Alliés peuvent encore lancer contre nous la Pologne. Les propriétaires et les capitalistes de ce pays, font du tapage ; ils nous menacent et exigent les frontières de 1772, cherchant à soumettre l'Ukraine à la Pologne. Nous ne voulons pas faire la guerre pour des questions territoriales. Nous voulons déraciner ce passé maudit où chaque Grand-Russien était considéré comme un oppresseur. Mais si la Pologne ne répond pas à notre proposition de paix, si

elle laisse agir librement l'impérialisme français, qui l'incite à faire la guerre à la Russie, si de nouveaux trains chargés de munitions arrivent en Pologne et si elle continue ses menaces, alors nous lui dirons : « Essayez ! Vous recevrez une leçon dont vous vous souviendrez longtemps ». (*Applaudissements*).

Lorsque, pendant la guerre impérialiste, les soldats mouraient pour l'enrichissement du tsar et des propriétaires, nous disions franchement que la défense de la patrie par une guerre impérialiste est une trahison, que c'est la défense du tsar russe pour lui assurer la possession des Dardanelles, de Constantinople, etc. Mais quand nous avons publié les traités secrets et déchaîné la révolution contre la guerre impérialiste, quand, pour appuyer cette révolution, nous avons supporté des souffrances inouïes et montré enfin que nous sommes venus à bout des capitalistes russes, qui n'osent même pas songer au rétablissement de l'ancien régime, — nous disons, ayant fait tout cela, que nous ne défendons pas le droit de piller les autres peuples, mais que nous sommes à la garde de notre révolution prolétarienne, que nous la défendrons jusqu'au bout. La Russie, qui se libéra elle-même, qui gagna par ses souffrances sa révolution soviétiste, Cette Russie, nous la défendrons à outrance, jusqu'à la dernière goutte de notre sang. (*Applaudissements*).

Nous avons créé une armée unie que conduisent maintenant des communistes expérimentés et avancés. Ils ont partout organisé une propagande politique. Il est vrai que les impérialistes en font autant, mais les paysans commencent à comprendre qu'il y a propagande et propagande. Ils commencent à comprendre, grâce à leur instinct, où est la vérité et où est le mensonge. Quoi qu'il en soit, la propagande que font les menchéviks et celle que faisaient Koltchak et Denikine, n'a plus aucune chance de succès. Voyez leurs brochures et leurs affiches où l'on traite de l'assemblée constituante et de la liberté républicaine. Elles ne peuvent pas tromper les paysans, lesquels ayant gagné la liberté au

prix de leur sang, comprennent que le mot « capitalisme » cache derrière lui l'expression — « l'assemblée constituante ». Si quelque chose a joué un rôle décisif dans l'issue de notre lutte contre Koltchak et Denikine, c'était, en fin de compte, l'appui des paysans et des cosaques laborieux. Après être longtemps restés au-dessus de la mêlée, ils ont passé enfin du côté des ouvriers et des paysans et ce n'est qu'alors, après ce renfort vigoureux, que l'issue de la guerre fut décidée et que la victoire vint éclairer nos drapeaux.

Nous devons faire de cette victoire une base de toute notre activité ultérieure. Nous devons la consolider de toutes nos forces, mais cette fois, sur un front nouveau, sur le front pacifique de la lutte à outrance contre la désorganisation où nous a plongés la guerre contre les propriétaires et les capitalistes, contre Koltchak et Denikine. Vous savez combien cette victoire nous a coûté. Vous savez quelle terrible lutte nous avons dû soutenir quand nous fûmes coupés des territoires, riches en blé, de l'Oural et de la Sibérie. A cette époque, les ouvriers de Moscou et de Pétrograd ont dû supporter les souffrances les plus épouvantables de la faim.

On a cherché à vous faire peur par les mots « dictature du prolétariat » ; on a tâché surtout d'en effarer les paysans et les cosaques travailleurs, en leur insinuant habilement que la dictature du prolétariat voulait dire que l'ouvrier peut faire tout ce qu'il veut sans assumer la moindre responsabilité de ses actes. Mais l'on sait qu'en réalité, pendant que l'Angleterre et l'Amérique s'efforçaient de soutenir Koltchak et Denikine, les ouvriers des villes centrales réalisaient à leur guise cette dictature, en montrant au monde, comment on doit détruire le régime des propriétaires et des capitalistes et marcher côte à côte avec les travailleurs, parce que le travail unit et la propriété divise. Nous avons poursuivi ces efforts pendant deux ans, et ils nous ont menés à la victoire. C'est justement le travail qui nous a unis et rendus forts, alors que l'Entente ne cesse de se décomposer, parce que la propriété a fait des impérialistes des bêtes fauves qui ne peuvent ne pas s'entr'égorger pour chaque morceau de proie.

C'est le travail qui a fait de nous la force qui unit tous les travailleurs. Aussi à l'heure qu'il est le mot « dictature » ne peut-il pas effrayer que les gens qui sont, malgré tout, peu éclairés, s'il en reste encore en Russie.

Vous comprenez maintenant que la dictature n'est autre chose que la consolidation et l'union des masses qui travaillent, disséminées et désunies, en un bloc uni et massif, qui doit se dresser contre les capitalistes pour les vaincre et pour empêcher la répétition de cette boucherie sanglante qui a déjà coûté 10 millions de morts et 20 millions de mutilés. Il faut, en effet, pour vaincre les armées puissantes créées par la culture contemporaine, l'union de tous les travailleurs, il faut une volonté de fer, et il n'y a que la masse des travailleurs qui puisse produire cette volonté de fer. Il n'y a pour triompher du capitalisme, que le prolétariat et les ouvriers conscients, endurcis par de longues années de grèves et de manifestations ; il n'y a que les travailleurs qui ont pu renverser le tsarisme, qui ont pu, pendant les deux années d'une guerre civile inouïe, braver toutes les difficultés, les combattre infatigablement et créer une armée rouge compacte, comptant dans ses rangs des dizaines de mille de meilleurs ouvriers, de paysans, d'aspirants des écoles militaires, prêts à mourir en première ligne et à supporter les souffrances les plus atroces de la faim. Mais ces souffrances ont uni les ouvriers et forcé les paysans et les cosaques travailleurs des provinces, riches en céréales, à croire les bolchéviks, et c'est leur confiance et leur foi qui ont permis aux ouvriers de tenir bon dans leur lutte contre les gardes blancs.

En ce moment nous avons concentré toutes nos forces pour le rétablissement de l'industrie ruinée. Dans cette nouvelle guerre, nous marchons, aussi, vers la victoire, déjà remportée sur le front militaire. Nous avons chargé une commission de savants et de techniciens de l'élaboration d'un plan très vaste de l'application de l'électricité à toutes les branches de l'industrie et aux chemins de fer. Ce plan sera terminé dans deux mois. Il nous permettra de voir

clairement comment, en quelques années, la Russie pourra être couverte d'un réseau de fils conducteurs électriques et reconstruite, non pas à l'ancienne façon, mais d'après des procédés nouveaux. Ce plan nous permettra de juger comment la Russie réalisera la culture que nos soldats ont vue pendant la guerre impérialiste et celle que les prisonniers de guerre russes ont admirée en Allemagne.

C'est de cette façon précisément que nous devons rétablir notre industrie et c'est ainsi que nous rembourserons au centuple la dette contractée envers les paysans, qui nous donnaient leur blé. Nous savons que ce projet ne peut pas être exécuté en un an ou en deux. Le programme électrique est calculé pour trois ans, au moins, et la conquête complète de cette industrie réorganisée et moderne demandera non moins de dix ans. Mais si nous avons réussi à soutenir pendant deux ans une guerre farouche et sanglante, nous saurons tenir ferme encore dix ans et même plus, malgré toutes les difficultés. Nous avons conquis l'expérience de conduire les masses qui travaillent avec le concours des ouvriers et cette expérience nous guidera à travers toutes les difficultés de ce front de lutte pacifique contre la réorganisation et nous mènera aux victoires, plus éclatantes que celles remportées pendant la guerre contre l'impérialisme mondial. (*Applaudissements*).

N. LÉNINE.

La crise du Parti Communiste allemand

IV

La lutte pour l'antiparlementarisme, c'est-à-dire, l'abstention politique trouva son pendant dans les revendications de l'opposition, vis-à-vis de la position prise par notre parti dans la question des conseils d'exploitation. Là encore, on dut évacuer le champ de bataille et abandonner la lutte avec l'adversaire. Au lieu de poursuivre à l'intérieur et à l'extérieur la lutte contre la bureaucratie des conseils d'exploitation contre l'esprit bourgeois réformiste, tant vanté et anxieusement gardé par elle, de la paix contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, contre le travail en commun, contraire à l'esprit de la révolution des exploités et des exploités, on se confina dans la paisible retraite des organisations locales qu'il restait d'ailleurs à créer. Le manque de place nous oblige de remettre à plus tard le soin d'exposer en détail la position prise par l'opposition dans l'évolution des conseils d'exploitation.

D'après l'opinion de l'opposition, ces organisations particulières seraient compatibles avec les visées et l'activité du parti communiste. Cependant les choses possèdent leur logique tout entière, fixe et inébranlable. Quel est donc le but que s'assignent les champions de l'organisation spéciale révolutionnaire ? Que veulent-ils donc en tirer ? Quelles conséquences l'institution de ces organisations locales devait-elle avoir pour notre parti et pour la lutte des classes entreprise par le prolétariat ?

Les conseils d'exploitation abandonnés sans résistance et sans lutte à la bureaucratie serviraient de champ d'essai à la mise en pratique contre-révolutionnaire de la communauté

du travail entre le lien capitaliste et la brebis prolétarienne. Et les prolétaires les plus clairvoyants, les plus énergiques au sein des conseils d'exploitation ne chercheraient pas bien longtemps avec leurs millions de membres la direction de la lutte des classes par les moyens chaque fois interdits. Ils seraient obligés dans les réunions ouvrières locales, malgré des décisions verbales vigoureuses de n'agir que bien timidement, en brandissant un brillant sabre en fer-blanc pour la révolution, au lieu de combattre puissamment pour elle.

Le parti communiste désagrégé n'aurait plus qu'à jouer le rôle modeste d'une servante dans l'organisation particulière sans laquelle il n'est pas de salut. Il serait abaissé au rang d'une misérable société de propagande pour les unions syndicalistes, et perdrait toute initiative, son action se trouvant absorbée dans l'existence et l'activité de l'organisation fédéraliste particulière qui lui dicterait ses ordres. Et après avoir dirigé les masses du prolétariat au cours de la lutte révolutionnaire, il devrait devenir simplement le fondé de pouvoirs de petits clubs éparpillés. Aussi le devoir du parti communiste est-il de réunir les prolétaires les plus éclairés, les plus audacieux, de les faire sortir de cet état de spécification atomique et de se servir de leur jugement, de leur activité, en les soudant en un bloc puissant, pour réveiller les masses et les pousser à l'action. Le syndicalisme prêché par l'opposition va justement à l'encontre de cette tâche. En effet, sa réalisation détruit la réunion de tous les groupements révolutionnaires, force invincible, les isole et les fait disparaître au milieu du mic-mac politique de l'organisation particulière des conseils d'exploitation. L'unité dans la forme de cette organisation a pour point de départ le pêle-mêle, le mélange des nuances de l'existence et du programme de l'organisation. Ce serait ainsi la mort du parti communiste, qui en devenant une secte de propagande aurait pour programme le « poutchisme », les actes de désespoir locaux, individuels, au lieu de l'action des masses, garant de l'avenir.

(1) Voir la Revue de Mai.

V

Comment peut-il exister de telles opinions et revendications pour conduire à ce résultat ? Comment ont-elles pu prendre jour malgré l'enseignement des faits qui annoncent la défaite de la révolution du prolétariat et le triomphe de la contre-révolution bourgeoise ? Ces faits font cependant prévoir d'une façon plus précise et évidente les causes de la défaite et du triomphe.

Le manque de maturité dans les couches les plus larges des masses ouvrières qui n'ont pas encore conscience de leurs forces, qui pèchent par la force de volonté pour s'emparer du pouvoir politique, conquérir leur liberté en triomphant du capitalisme ; manque de jugement et de volonté vis-à-vis de la maturité des choses sociales en vue de la révolution. Les leaders intellectuels et les chefs de l'opposition ont cependant découvert, à Hambourg, une toute autre cause dans la défaite du prolétariat : le défaut dans la forme de l'organisation. Que le prolétariat y pallie et il acquerra le jugement, la volonté et la force pour triompher.

C'est là une conception tout à fait extérieure et grossièrement schématique de l'existence et du cours de la révolution, ainsi que des conditions de son triomphe, qui conduit au principe fondamental et tactique de l'opposition. Le prolétariat a été vaincu dans la lutte politique, donc la révolution politique est terminée. La révolution continue maintenant sous forme de révolution économique. Le prolétariat, battu au point de vue politique, a quitté les rues pour les exploitations (Betriebe) et s'est placé de cette façon sur le terrain qui est sa puissance. Pour imposer victorieusement cette force, il ne s'agit plus que d'une façon d'organisation révolutionnaire judicieuse. Celle-ci nous est donnée par l'organisation unitaire d'exploitation de la fédération des « Industrial Workers of the world » (union des ouvriers d'industrie du monde entier) des Etats-Unis d'Amérique, dont le type est le « the one big union » ; union gigantesque de tout le prolétariat, dont rêvaient déjà, vers l'an 40 du siècle précédent, les chartistes anglais. Ainsi si nous rassemblons toutes

les forces pour créer les organisations unitaires révolutionnaires d'exploitation et les groupements locaux ouvriers qui en dépendent, alors la révolution prolétarienne et sociale s'emparera du pouvoir économique des classes qui les exploitent ainsi que du pouvoir politique de l'Etat des exploités.

La chaîne de ces idées qui conduit finalement à ce triomphe paraît si droite, si claire et sans à-coup, qu'il faut l'incompréhension et l'incapacité des centrales de notre parti pour ne pas reconnaître sa force. Toutefois l'évolution historique est trop maligne pour s'occuper comme du diable des avantages logiques de cette suite d'idées et de la supériorité spéculative d'une forme vraiment révolutionnaire d'organisation. Elle a créé des situations sociales, elle en crée de nouvelles, grâce auxquelles le prolétariat accomplit sa révolution libératrice, en se conformant cependant aux circonstances. On ne peut donc pas se baser d'une façon stable sur des formes d'organisation sans lesquelles, dit-on, il n'est pas de salut, sur les mêmes méthodes de combat et sur les mêmes moyens. Il faut que la tactique soit élastique, il faut savoir choisir et utiliser selon les circonstances historiques données les formes d'organisation, les moyens et les méthodes de combat. Il faut les choisir et les utiliser de façon à voir au-dessus de l'heure présente et des revendications particulières du moment, les intérêts communs du prolétariat en tant que classe révolutionnaire, et afin d'assurer le triomphe de la révolution sociale. C'est pourquoi le parti communiste, avant-garde et conducteur du prolétariat révolutionnaire doit utiliser, conformément à certains faits historiques précis, le parlementarisme comme moyen de combat et s'efforcer de faire entrer dans la lutte des classes la question des conseils d'exploitation. Dans la lutte qu'elle mène contre la force centralisée de la classe capitaliste contre l'état bourgeois, il a besoin de toute la puissance centralisée du prolétariat révolutionnaire.

VI

La puissance politique et économique du prolétariat, la puissance politique et économique de la classe possédante, la révolution politique et économique ne sont certes pas des contrastes qui se détruisent réciproquement. Elles sont les deux côtés, inséparables l'un de l'autre, d'une seule et même chose. Ce principe appliqué d'une façon concrète au cas qui nous concerne particulièrement le confirme d'ailleurs. Si le prolétariat est faible dans la rue au point de vue politique, s'il est battu par les moyens puissants du gouvernement des exploiters, sa faiblesse est la même au point de vue économique, et sa défaite économique est certaine vis-à-vis de la puissance économique de la classe exploitante. Sa puissance économique dans les exploitations s'imposera également dans la rue comme puissance politique. La défaite politique du prolétariat au cours de la lutte pour la socialisation, la constitution des conseils, l'établissement de sa dictature entraîne forcément sa défaite économique dans les exploitations. Elle nous apparaît déjà sous forme de l'introduction du contrat de travail, des démarches incessantes de l'entreprise dans le but de « fixer les salaires », etc. Bref, dans le fait que les ouvriers et les employés sont contraints sur toute la ligne de la lutte économique de passer de l'offensive à la défensive.

La défaite politique et économique ne provient que d'une seule et unique cause, non pas d'un vice dans la forme de l'organisation mais du fait que le prolétariat manque de la volonté révolutionnaire et qu'il ne se fait une idée exacte de ce qu'est la révolution. Ces qualités des masses ouvrières, conditions indispensables pour assurer la victoire économique et politique, ne se créent pas par la forme, si parfaite soit-elle, de l'organisation. Au contraire, seules la conscience de la révolution et la volonté révolutionnaire feront choisir les formes d'organisation les plus appropriées aux circonstances. Et les cornues de l'organisation unitaire des exploitations et des unions ouvrières locales ne mettront au monde que des « homunculi » révolutionnaires de rébellions syndi-

calistes, sans jamais donner naissance à des géants qui entraîneront les masses. L'organisation unitaire révolutionnaire des classes du prolétariat n'a pas sa place au début, mais à la fin de cette période de combats révolutionnaires dans cette liquidation historique qui met aux prises le capital et le travail. Il ne s'agit pas d'union d'ouvriers, mais d'Etat prolétarien, basé sur la constitution des conseils, sur la dictature des conseils. Vouloir assurer la victoire de la révolution du prolétariat par des recettes sur la meilleure forme d'organisation, est une utopie, tout comme chercher à créer dans des circonstances quelconques une forme plus élevée, la forme socialiste de la Société, en se basant sur le plan déterminé et précis élaboré d'avance.

Le syndicalisme, de l'opposition, dans ce qu'il revendique comme dans ce qu'il ne veut pas, prouve qu'il est perdu dans les nuages.

Une chose est certaine : ce qui est nécessaire, c'est l'unité et l'esprit de décision du prolétariat dans la lutte révolutionnaire, comme l'unité et l'esprit de décision du parti communiste, dans la direction du prolétariat ; ce qui implique la nécessité de l'unité et de la décision dans la volonté ainsi que dans la conception des principes et de la tactique. Cette unité et cette décision n'ont pas été mises en péril, ni détruites par les camarades qui veulent conserver au parti communiste le caractère d'un parti de combat, révolutionnaire, qui ne demande qu'à agir, et qui en est capable, mais bien par tous ceux qui s'efforcent à transformer le parti en une réunion syndicaliste peu sérieuse. Nos camarades ne sont pas le moins du monde autorisés à se lamenter sur la scission qui s'est opérée parmi nous, eux qui l'ont rendue inévitable, en proclamant à tous les échos des programmes les plus insensés et les plus néfastes, en les laissant proclamer sans contestations aucunes. Il suffit de rappeler l'éloge incroyable qu'ils faisaient du sabotage, préconisé par eux comme une nouvelle « arme », et qui n'est qu'un sabre de papier d'enfant.

Ce n'est pas par des résolutions écrites que l'on conjurera la crise dans le parti communiste. Ce n'est d'ailleurs pas par

une conférence d'empire que l'on recolle les groupes qui se sont séparés. La crise et la scission dans le parti ne seront surmontées que par l'épuration profonde des opinions au cours de la lutte des esprits. La clarté de l'examen historique dans les conditions de la lutte révolutionnaire ainsi que la clarté dans la reconnaissance de la tâche qui échoit au parti communiste sont les conditions premières indispensables à l'unité organisatrice et idéologique, à l'unité et à la fermeté de la volonté et de l'action. Le parti communiste doit sortir de la crise, plus puissant, prendre la tête du mouvement avec des forces accrues, pour tracer la voie à suivre dans le combat.

CLARA ZETKIN.

Marx et Engels

(*Les Communistes allemands en 1845*)

Barmen, 20 janvier 1845.

Cher Marx,

.....

Ce qui m'amuse tout particulièrement, c'est le droit de cité acquis à la littérature communiste en Allemagne qui, maintenant, est un fait accompli. Il y a plus d'un an qu'en dehors de l'Allemagne elle a commencé à s'implanter à Paris, et maintenant le Michel allemand y est jusqu'au cou. Journaux, hebdomadaires, publications mensuelles et trimestrielles et une réserve d'artillerie lourde s'avancant en bon ordre. Cela a marché avec une rapidité surprenante ! La propagande sous le manteau n'a pas non plus été sans porter de fruits : chaque fois que je vais à Cologne, chaque

fois que j'entre dans une taverne, je constate de nouveaux progrès, de nouveaux prosélytes. La réunion de Cologne a fait merveille — on découvre partout des groupements communistes isolés qui se sont développés en silence et en dehors de notre action directe. Nous avons même maintenant un hebdomadaire « *Gemeinnuetzige Wochenblatt* », qui auparavant était édité avec la « *Rheinische Zeitung* ». C'est d'Esther qui l'a pris et il verra ce qu'il peut en faire. Mais ce dont nous avons besoin par-dessus tout, c'est d'une paire de gros ouvrages où les demi-savants, qui voudraient bien mais ne peuvent pas, seuls, en venir à bout, trouveraient un point d'appui convenable. Vois à terminer ton livre sur l'économie nationale, même si tu n'étais pas satisfait en tous points, cela n'a pas d'importance; les esprits sont mûrs et nous devons forger le fer pendant qu'il est chaud. Mes études anglaises ne manqueront pas non plus de produire leur effet; les faits sont trop frappants; mais malgré cela j'aurais voulu avoir les mains plus libres et ajouter bien des choses qui, actuellement et pour la bourgeoisie allemande, seraient plus frappantes et plus efficaces. Nous, Allemands, théoriciens par excellence — c'est ridicule, mais c'est un signe des temps et de la dissolution de la boue nationale — nous ne pouvons encore pas aboutir au développement de notre théorie; nous n'avons pas encore pu publier la critique de l'ineptie. Il est grand temps maintenant. C'est pourquoi fais en sorte d'avoir terminé avant avril; fais comme moi, fixe-toi une date à laquelle tu veux absolument être prêt, et arrange-toi pour faire imprimer rapidement. Si tu ne pouvais le faire imprimer là, fais le faire à Mannheim, Darmstadt ou ailleurs. Mais il faut que ça paraisse bientôt.

J'ai été fort surpris que tu aies étendu ta « *Critique critique* » jusqu'à vingt pages. Mais c'est bien, parce qu'ainsi elle touchera le lecteur au lieu de rester indéfiniment dans tes papiers. Mais si tu laisses mon nom sur le titre, cela fera un effet bizarre, étant donné que j'ai à peine écrit une page et demie...

J'ai reçu hier le *Vorwärts*, dont je n'avais pas vu un nu-

méro depuis mon départ. J'ai bien ri de quelques plaisanteries de Bernays et cela m'arrive pourtant rarement, en lisant. Le reste n'est ni assez intéressant ni assez instructif pour que les Allemands puissent le soutenir longtemps. Quelle est sa situation matérielle et est-il vrai, comme je l'ai entendu à Cologne, qu'il doit être transformé en revue mensuelle? Nous sommes ici tellement écrasés de travail que ce n'est qu'occasionnellement que des articles peuvent venir d'ici. Vous aussi, vous devez avoir à faire là-bas? Envoie-lui donc toutes les quatre ou six semaines un article et ne te laisses pas « dominer » par ton humeur. Pourquoi Bakounine n'écrit-il rien et pourquoi ne peut-on obtenir d'Ewerbeck qu'il écrive au moins des choses ordinaires?...

Guerrier est-il de retour? Bakounine écrit-il en français? Que fait toute la bande qui fréquentait chaque soir au mois d'août le quai Voltaire? Et toi, que mets-tu en train? Quelle est ta situation là-bas? Fouine habite-t-il toujours sous tes pieds? Fouine s'est de nouveau déchaîné dans le « Télégraphe ». Naturellement, sur le patriotisme. C'est admirable de voir comment il cherche à le démolir, combien tout lui est égal, pourvu qu'il parvienne seulement à anéantir le patriotisme.

J'ai parlé ces temps-ci avec quelqu'un qui revenait de Berlin. La dissolution du *caput mortuum* des Libres semble être complète. En dehors de Bauer, Stirner semble aussi n'avoir plus aucun rapport avec eux. Quant au petit restant, Meyen, Rutenberg et consorts, rien ne peut les déranger; ils vont chaque jour, comme il y a six ans, à deux heures de l'après-midi, à Stehely pour y faire de l'esprit aux dépens des journaux. Mais maintenant ils en sont déjà arrivés à « l'organisation du travail » et ils en resteront là. Monsieur Nauwerk semble avoir lui aussi osé faire ce pas, car il court les réunions populaires. Je te le disais bien que ces gens deviennent tous des « démocrates pacifiques ».

D'ailleurs, ils ont bien voulu reconnaître la clarté, etc...

de nos articles dans les *Annales*. Si l'envie m'en prend, je me mettrai en correspondance avec le petit Meyen; il est possible de se divertir au sujet de ces gens, s'ils sont par eux-mêmes peu divertissants. Autrement, on n'a ici aucune occasion de se soulager de temps à autre; je mène une vie telle que le plus brillant des philistins ne pourrait en souhaiter d'autre; une vie calme et tranquille comme un vrai petit saint; je reste assis à travailler dans ma chambre; je sors très rarement; je suis sage comme un Allemand, si l'on peut dire, aussi je crains que mes écrits passent inaperçus auprès du seigneur et qu'il me fasse entrer dans le ciel. Je t'assure que je commence à acquérir une bonne renommée à Barmen. Mais je regrette de devoir partir d'ici à Pâques, probablement pour aller à Bonn. Je m'étais laissé entraîner, par les discours de mon beau-frère et les visages attristés de mes deux vieux, à faire encore une fois l'essai de m'attacher au négoce et depuis quinze jours j'ai un peu travaillé au comptoir; la perspective de mon histoire d'amour m'y poussait aussi; mais je souffrais avant même d'avoir commencé à travailler; le négoce est trop horrible; Barmen est trop horrible; cette façon de perdre le temps est trop horrible et surtout c'est trop horrible de rester non seulement un bourgeois, mais encore un fabricant, c'est-à-dire un bourgeois s'employant contre le prolétariat. Deux jours passés à la fabrique de mon père ont suffi à me remettre devant les yeux cette horreur que j'avais quelque peu oubliée. Naturellement j'avais compté ne rester au comptoir que tant que cela m'aurait convenu et écrire ensuite quelque chose de mal vu par la police pour me faire chasser de la bonne manière de l'autre côté de la frontière; mais je n'ai pas le courage d'attendre jusque-là. Je crois que je me serais senti déjà quelque peu aigri, si je n'avais pas à enregistrer chaque jour dans mon livre les plus horribles histoires de la société anglaise, et cela a au moins entretenu ma rage. On peut être communiste et, par sa situation sociale, un bourgeois, un sale trafiquant, lorsqu'on n'écrit pas; mais faire marcher de front la propagande communiste en grand et le né-

goce et l'industrie, ça ne va pas. En voilà assez, à Pâques je m'en vais. Ce n'est plus possible de mener cette vie débilitante dans une famille chrétienne et prussienne à la fois ; je deviendrais à la longue un philistin allemand et finirais par introduire l'esprit philistin dans le communisme.

Ne me laisse pas attendre une lettre de toi aussi longtemps que je t'ai fait attendre cette fois la mienne.

Mes compliments à ta femme et à ceux qui le méritent. Pour l'instant, écris-moi encore ici ; on me fera suivre tes lettres si je suis parti.

Ton

Frédéric ENGELS.

Les Travaux Publics sous le régime Sovietiste

I

Les constructions d'Etat

La construction des édifices par l'Etat et l'architecture, en général, étaient toujours très peu développées en Russie. Le pays souffrait, depuis un temps immémorial, de l'insuffisance et de l'imperfection des voies de communication et d'autres constructions d'utilité publique. Pendant la guerre, quand 70 pour cent environ de toute la production et des forces créatrices de l'Etat étaient consumées par les nécessités spéciales militaires, tous les travaux de construction, même les réparations plus ou moins urgentes, étaient entièrement suspendus et évincés par les besoins techniques de la guerre. Avant la Révolution d'Octobre, la question d'un développement plus intense et plus régulier des travaux publics n'a même pas été débattue. Il n'y avait, à cette époque, aucun plan général, ni système quelconque de constructions d'Etat ;

celles-ci se bornaient ordinairement à de nombreux projets que faisaient séparément et accidentellement diverses administrations et institutions. A son tour, le défaut d'un plan général de constructions d'Etat déterminait l'absence d'un organe central qui s'en serait occupé.

La Révolution d'Octobre ayant démoli toutes les barrières artificielles contre le développement des forces productrices du pays et en ayant fait de ces dernières une base de tous ses problèmes à résoudre, ouvrit une voie très large pour la mise en exécution de projets de constructions d'Etat sur une vaste échelle.

Il a fallu nécessairement, pour que les travaux s'y rapportant soient pratiques et systématiques, qu'un organe central spécial en eût la direction et l'organisation, en en faisant l'enregistrement, en réglant la distribution de ressources matérielles et techniques et en mettant en exécution les travaux nécessaires. En y donnant suite, le gouvernement soviétique créa, en 1918, un Comité de Constructions d'Etat.

Si nous comparons et mettons en rapport la grandeur des projets de ce Comité et la nécessité de leur réalisation, d'un côté, et l'exiguïté extraordinaire des ressources, le manque de matériaux et les obstacles de toutes sortes, d'un autre côté, nous aurons un tableau assez fidèle des conditions dans lesquelles le Comité travaille, dès sa création et jusqu'à ce jour, en s'efforçant, malgré tout, à développer son activité.

II

La construction de chemins de fer

Le Comité de Constructions d'Etat a réalisé de nombreuses recherches techniques et dressé une série de projets touchant la construction de chemins de fer nouveaux.

En 1918, ces recherches et projets comprenaient 11.609 verstes de voies ferrées, réparties comme suit : 1.337 verstes — projets définitivement élaborés, 3.480 verstes — travaux de campagne et de nivellement, 5.682 verstes — travaux de

construction menés à bonne fin de 50 à 90 pour cent et, enfin, 2.425 verstes — travaux préparatoires de campagne et de nivellement.

En outre, au cours de la même année, les compagnies de chemins de fer privées, qui fonctionnaient encore à cette date, ont réalisé, de leur part, des recherches techniques et dressé des projets, prévoyant la construction de 5.600 verstes de lignes ferrées nouvelles.

En 1919, le chiffre touchant les recherches techniques, menées à bonne fin, était de 7.889 verstes, dont une partie se rapportait à une période plus ancienne et l'autre à l'année 1918 ; en outre, de nouvelles recherches, comprenant, en tout, 11.517 verstes, ont été opérées la même année, suivies de quelques recherches économiques.

Somme toute, le gouvernement soviétiste a fait, pendant les deux années écoulées, tous les travaux préparatoires, nécessaires pour la construction de 7.889 verstes de chemins de fer nouveaux.

Les recherches techniques nouvellement désignées et à opérer tout prochainement comptent 12.460 verstes.

En outre, la construction des lignes ferrées qui suivent est étudiée actuellement, au point de vue économique : Moscou-Oukhta (1.400 v.), Moscou-Mourmansk (800 v.), Korostène-Orel (900 v.) et Kieff-Voronège (*via* Romny et Soumy).

Plusieurs des lignes susmentionnées ne sont d'ailleurs que d'importance économique secondaire et elles ne furent projetées que pour des raisons stratégiques ou pour faire face aux nécessités spéciales du moment présent.

Quant aux chemins de fer, dont la construction se fait déjà, ils sont au nombre de 55, ayant pour la direction des travaux 38 administrations techniques spéciales. La longueur totale de ces lignes est de 9.825 verstes, réparties comme suit : lignes inaugurées et exploitées — 374 verstes, lignes fonctionnant provisoirement — 1.384 verstes, lignes dont les travaux de construction ne sont achevés que de 40 à 90 pour cent — 7.370 verstes et, enfin, lignes en état de projets, mais

ayant déjà tous les matériaux nécessaires pour leur construction — 602 verstes.

Il faut y ajouter, tout de même qu'en raison de la situation économique générale et du changement incessant du front, les travaux de construction, sur la plupart des chemins de fer susmentionnés, se trouvaient fortement retardés ou suspendus provisoirement.

En 1919, la longueur totale des lignes ferrées en construction était de 7.164 verstes, réparties comme suit : lignes exploitées — 1.367 verstes et lignes, dont les travaux de construction étaient terminés de 20 à 90 pour cent, 6.961 verstes. On avait fait, en outre, tous les travaux préparatoires, nécessaires pour la construction de chemins de fer, mesurant, au total, 2.557 verstes, mais à la suite des conditions économiques spéciales, la construction de ces lignes ferrées fut renvoyée à un temps plus favorable.

Somme toute, le gouvernement soviétiste a terminé, en 1918 et 1919, la construction de plusieurs chemins de fer, ayant une longueur totale de 1.741 verstes et fonctionnant régulièrement. Il a fait faire, en plus, toutes sortes de travaux, visant la construction de diverses lignes ferrées auxiliaires et vicinales, affectées au transport de combustibles. Le nombre de ces voies ferrées est de 28 et elles mesurent, en tout, 498 verstes.

Sans compter les crédits alloués au Comité de Constructions d'Etat, des sommes assez fortes ont été données, pour la construction de lignes ferrées d'importance secondaire, à diverses administrations, dont, entre autres, le Grand Comité des Bois et Forêts et le Comité Central de Charbonnage. Les lignes ci-dessus ont une longueur totale de 2.500 verstes.

III

Les constructions fluviales

Malgré le rôle très important des constructions fluviales dans l'économie nationale du pays, leur développement se trouvait fortement retardé, et ce n'est qu'en 1918, après

la révolution, que les travaux s'y rapportant avaient augmenté d'intensité. Ces travaux avaient pour base un programme très vaste et riche de constructions grandioses, mais plus tard ils subirent, comme les travaux relatifs à la construction de chemins de fer, une réduction sensible, due aux conditions pénibles générales.

C'est ainsi qu'ont été suspendus les travaux préparatoires pour l'irrigation des steppes dites « affamées » et du Turkestan, commencés en été de 1918 ; l'on ne poursuit, en ce moment, que les travaux se rapportant à la mise en ordre et à la publication des projets et des résultats, assez volumineux, des recherches économiques et techniques et qui seront probablement terminés en janvier ou en mars de l'année courante ; pour des raisons analogues (et particulièrement vu l'impossibilité pour les ingénieurs de se rendre sur les lieux des travaux) on a complètement abandonné les travaux de construction d'un système d'écluses, très nécessaires et précieuses, sur les rivières Toura et Tobol, ayant pour but de relier, par voie fluviale, la région industrielle de l'Oural avec le bassin houiller de Kouznetzk. A la suite de l'exiguïté des ressources et faute de ravitaillement, les travaux analogues entrepris sur les rivières Svir et Volkhoff ont également subi une très forte réduction ; en même temps, a été complètement abandonnée la construction d'un port fluvial intérieur sur le Volga où une partie des travaux de terrassement avaient déjà été exécutés.

C'est ainsi qu'en fin de compte, toute l'activité du Comité de Constructions d'Etat se trouva réduite, dans cette besogne si importante de l'économie nationale, à des travaux insignifiants, tendant à l'amélioration des voies fluviales, qui existent déjà, aux recherches techniques, à l'élaboration de projets, etc., etc...

Les travaux qui suivent ont été organisés :

Une voie fluviale a été créée entre la rivière Scheksna et la Mer Blanche (moyennant un système d'écluses sur la rivière Soukhona et sur la Petite Dvina du Nord).

Sur la grande voie fluviale entre le fleuve Oniéga et la

Mer Blanche, l'exploration du courant de la Néva et la construction de la station hydrométrique de la Néva, où se fait un travail hydrométrique très important, ont été terminées ; on y élabore aussi un projet relatif à un système d'écluses se rapportant à la Mer Blanche et à la Mer Baltique, le faisant en conformité avec les exigences actuelles des marines fluviale et navale.

On a terminé l'élaboration d'un projet et les recherches techniques ayant trait au canal entre le Volga et le Don.

On a construit un port fluvial, dit Borsk, à Nijni-Novgorod, sur le Volga.

On a construit un port fluvial à Rybinsk.

On a élaboré plusieurs projets de reconstruction et l'on a fait des recherches techniques sur les systèmes fluviaux de Mariinsk et de Tikhvin, qui commencent à se délabrer.

Une série de recherches techniques et économiques générales ont été effectuées, aux fins de la création d'un programme de construction et d'amélioration des voies fluviales.

En outre, des travaux d'importance secondaire ont été exécutés et sont exécutés toujours dans les régions suivantes de la Russie :

Dans les régions de Moscou et de Nijni-Novgorod, qui englobent tout le bassin de la rivière Oka avec tous ses affluents, depuis Nijni-Novgorod jusqu'à la source de la rivière Moscou, des projets de ports à construire à Moscou et à Nijni-Novgorod ont été élaborés, suivis de vastes recherches d'hydrométrie et de perforation et d'enquêtes économiques très détaillées, concernant toute cette région.

Des recherches techniques sont opérées en ce moment dans toute la région sud-est de la Russie, notamment aux provinces de Samara, de Saratoff, d'Astrakhan, de Simbirsk et de Pensa ; en outre, les recherches hydrogéologiques se poursuivent activement, en même temps, dans la province de Saratoff et des recherches générales sont faites le long de la rivière Irghys, dans le but d'y construire un système d'écluses, pour utiliser, avec leur aide, la force de l'eau ; des projets viennent d'être faits aussi pour l'irrigation de la pro-

vince d'Astrakhan par les eaux de l'embouchure du Volga.

Enfin, les sections locales du Comité de Constructions d'Etat, occupées spécialement de la solution de diverses questions fluviales en 15 provinces, y opèrent incessamment, sous la direction générale et avec le concours de l'administration centrale, divers travaux ayant trait à l'irrigation et au drainage de terrains, au dessèchement de marais, à la construction de puits, à la réparation et la reconstruction de digues, etc., etc...

IV

La construction de ponts et chaussées

Les routes se trouvaient toujours en très mauvais état dans toute la Russie ; c'était particulièrement les chaussées et les autres voies carrossables qui étaient presque complètement impraticables.

Aussi, le Comité de Constructions d'Etat se vit-il dans la nécessité, dès sa création, de reprendre la construction des voies vicinales, conduisant principalement aux gares de chemins de fer, aux quais fluviaux et à divers centres industriels.

Mais ici encore, en présence de l'impossibilité de construire les voies de communication nouvelles et de réparer, en même temps, celles qui existent déjà, le gros du travail se trouva concentré bientôt sur la remise en bon état et sur le perfectionnement des routes déjà existant et tout particulièrement sur la construction, la reconstruction et le maintien en état satisfaisant des ponts sur toutes les voies de communication les plus importantes.

En même temps, en donnant suite aux ordres du Conseil de guerre révolutionnaire, le Comité de Constructions d'Etat se posa, comme problème principal, la construction des voies de communication nécessaires à l'armée rouge. Cette tâche si importante, que le Comité met en pratique avec le concours d'équipes spéciales de cheminots militaires, vise le perfectionnement des routes et des chaussées, la construction

de ponts, la consolidation de voies stratégiques et autres travaux spéciaux.

Les besoins de la guerre demandaient, entre autre, rien que pour l'année 1918, la réalisation des tâches suivantes : la construction d'une série de routes carrossables de première nécessité, longues en tout de 12.313 verstes ; la construction, moins urgente, d'une seconde série de routes carrossables, longues en tout de 5.067 verstes ; la construction de plusieurs chaussées mesurant en tout 2.800 verstes, et la construction d'un groupe de ponts dépassant chacun 25 sagènes et faisant, au total, 640 sagènes. C'est en fin de juin 1918 que l'exécution de ce programme fut commencé. Au bout de six mois, c'est-à-dire en fin de 1918 et au 1^{er} janvier 1919, les résultats des travaux effectués dans ce but se traduisaient par les chiffres suivants : sur les 5.663 verstes de routes carrossables à réparer, l'ont été 1.700, soit 30 pour cent ; sur les 20.250 sagènes de petits ponts à réparer, l'ont été 8.200, soit 40 pour cent, et, enfin, sur les 1.321 verstes de grands ponts à construire, l'ont été, en moyenne, 26 pour cent.

En février 1919, en rapport avec le changement qui s'était produit sur divers fronts de guerre, tout le programme militaire des ponts et chaussées fut révisé et subit des modifications conformes essentielles. Ce programme refait comprenait pour 1919 : 24.991 verstes de routes carrossables de première nécessité à réparer, 3.507 verstes de routes carrossables de moindre importance à réparer, 6.060 verstes de chaussées à réparer et 8.507 sagènes de ponts (au-dessus de 25 sagènes chacun) à réparer. Les résultats de la mise en exécution de ce nouveau programme se traduisaient, au 1^{er} octobre de l'année passée, par les chiffres suivants : routes carrossables réparées — plus de 1.000 verstes sur les 4.458 à réparer, soit 23 pour cent ; petits ponts réparés — 24 pour cent sur les 16.272 sagènes à réparer, et grands ponts — 36 pour cent sur les 5.000 sagènes à réparer.

En outre, le Comité de Constructions de l'Etat a effectué un grand nombre de travaux tendant à mettre sur une base

rationnelle et pratique la question de l'organisation des voies de communication ; à cet effet le Comité accumula l'outillage et les machines les plus nécessaires et opéra toutes sortes de recherches chimiques et minéralogiques, pour remplacer par leurs succédanés les pierres naturelles dans les régions où celles-ci sont difficiles à trouver ; il fit le calcul détaillé de la force de résistance provisoire des ponts temporaires sur diverses routes et chaussées et élaborer une série de projets fondamentaux des types de cahiers de charges, de tables, de normes techniques, etc., etc...

V

La construction de ports et de navires

En raison de la conjoncture militaire qui s'était créée après la révolution, la réalisation concrète de projets, ainsi que les recherches techniques se rapportant aux constructions navales, n'étaient possibles que dans un petit coin du golfe de Finlande et sur le littoral d'Astrakhan. Néanmoins, en tenant compte de l'importance et de la nécessité d'améliorer nos ports navals et fluviaux et en prévoyant l'éventualité de travaux de cette nature sur une vaste échelle, il importait que le travail actif préparatoire continuât incessamment, pour reprendre les constructions navales en question dès que les conditions plus favorables se seraient créées dans le pays.

A l'heure qu'il est, les travaux concentrés dans la région du golfe de Finlande comprennent toutes sortes de constructions faites aux ports de commerce et de guerre de Pétrograd et de Kronstadt, ainsi que différentes recherches techniques qui s'y rapportent. En outre, tous les préparatifs ont été faits pour les recherches à opérer au golfe de Kasparsk et dans la baie de Louga.

Le second groupe de travaux navals entrepris dans la région de l'embouchure du Volga comprend la reconstruction du canal qui relie ce fleuve avec la mer Caspienne, à partir de la ville d'Astrakhan jusqu'à la mer ; c'est à ce groupe que

se rapportent aussi toutes sortes de travaux hydrotechniques, dus au temps de guerre, et les recherches navales dans l'embouchure même du Volga.

Le Comité de Constructions d'Etat a effectué d'importants travaux dans la Mer Blanche et dans l'Océan Glacial, travaux tendant à une analyse détaillée économique, technique et hydrométéorologique de toutes les données concernant la construction de ports sur les côtes de Mourmansk et de la Mer Blanche et l'aménagement des ports du Nord d'un outillage de rechargement et d'équipement de navires.

En outre, des recherches navales ont été opérées dans le Nord, aux embouchures des fleuves Obi et Yenisseï et dans la baie d'Indig.

D'importants travaux préparatoires, des recherches techniques et des projets ont été faits aux portes de la Mer Noire et de la Mer d'Azoff et dans les eaux de l'Extrême-Orient.

Quant à la construction de navires, les conditions politiques générales et l'extrême exiguité de nos ressources matérielles nous ont forcés à nous borner, en attendant, à des recherches techniques, à toutes sortes d'essais et d'expériences et à la construction de navires en bois, bien que les nécessités navales du pays soient beaucoup plus importantes.

VI

La construction d'élévateurs et de réfrigérants

En 1918, le Comité de Constructions d'Etat se chargea de l'administration et de la direction de 30 points de réfrigération, installés aux abattoirs et dont la construction fut suspendue par la guerre, ainsi que de la gérance de deux points de réfrigération spéciales à Simbirsk et à Samara ; en outre, le Comité eut soin de mener à bonne fin et d'aménager les points de réfrigération provisoires sur les anciens fronts de la guerre. Il s'acquitta au possible, de cette tâche au cours de l'année écoulée en réalisant de 70 à 90 pour cent de tous les travaux projetés.

Le Comité termine aussi l'installation et le montage des appareils et des machines de réfrigération à Arzamasse, Simbirsk, Tscheliabinsk, Tioumène et Barnaoul, et tous ces réfrigérants commenceront à fonctionner tout prochainement ; en d'autres points, le pour cent des travaux d'installation et du montage des réfrigérants varie entre 70 et 90.

Aux fins d'un développement plus rapide et régulier de la construction de réfrigérants sur une large échelle, le Comité de Constructions d'Etat réalisa un grand travail, en ayant accumulé de nombreux matériaux économiques et statistiques, se rapportant aux régions qui produisent les denrées périssables et à tous les points de réfrigération qui fonctionnent en Russie. Il en apparut que les 37 provinces de la République Soviétiste possèdent, en tout, 168 points de réfrigération, dont la capacité est de 11.000.000 de pouds ; sur ce nombre il en revient à Moscou seul 28 points avec une capacité de 2.000.000 de pouds, alors que les autres provinces n'en ont de 1 à 12, ou 3 en moyenne, de capacité très diverse ; tous les réfrigérants fonctionnent pour les besoins locaux et tout particulièrement pour l'exportation. Cette répartition sans système et tout à fait accidentelle des points de réfrigération était contraire aux intérêts du pays. Aussi, le Comité de Constructions d'Etat, en cherchant à munir l'Etat d'un système rationnel de points de réfrigération, élaborait-il, conformément à ses enquêtes économiques et statistiques, un plan général de constructions de réfrigération, à réaliser pendant les années les plus prochaines.

Nous devons signaler tout particulièrement les efforts du Comité de Constructions d'Etat pour donner au pays les réfrigérants flottants nécessaires, ce qui est une innovation technique toute nouvelle en Russie et ne datant que de la fin de 1918.

Quant à la construction d'élévateurs, devenue particulièrement intense aux années qui précédaient la guerre, la Banque du Peuple avait tracé, en son temps, un programme très vaste, tendant à couvrir le pays d'un réseau de ces constructions. Ce programme prévoyait, aux provinces du Sud-

Est de la Russie, 81 élévateurs à construire en premier lieu, avec une capacité totale de 58 millions, et 77 élévateurs avec une capacité totale de 62 millions de pouds à construire aux 13 provinces de la Russie Méridionale et Centrale ; en outre, 5 élévateurs étaient projetés pour la Sibérie Occidentale. Sur ce programme il n'y a que 47 élévateurs, dont la construction fut complètement achevée et qui fonctionnent régulièrement à l'heure qu'il est.

Pendant la guerre, la construction d'élévateurs fut complètement suspendue et elle ne fut reprise par le Comité de Constructions d'Etat que vers la fin de 1918.

Outre les élévateurs à grande capacité le Comité de Constructions d'Etat avait encore à contribuer au développement d'un réseau de petits élévateurs pour les besoins de guerre locaux et pour les paysans. Ces élévateurs sont construits, dans la plupart des cas, par les organes coopératifs ou régionaux, sous la surveillance technique et avec le concours matériel du Comité de Constructions d'Etat.

VII

Les constructions industrielles

Il n'y avait en Russie, avant la constitution du Comité de Constructions d'Etat, aucun organe spécial qui aurait dirigé les constructions industrielles. Avant la nationalisation de l'industrie (vers la seconde moitié de 1918), le gouvernement ne détenait qu'une partie insignifiante de celle-ci, alors que la part du lion en revenait aux particuliers ; aussi, le rôle créateur du gouvernement dans les constructions industrielles n'était-il que très restreint et presque nul, se réduisant principalement à une surveillance policière qu'il exerçait sur les constructions industrielles privées.

Depuis lors ce tableau changea radicalement d'aspect.

A l'heure qu'il est, l'Etat est le seul propriétaire et directeur de toute l'industrie du pays, et il est tenu, de ce fait, à la développer et à y faire toutes sortes de constructions de caractère industriel.

Les travaux déjà faits et que l'on poursuit toujours dans ce domaine peuvent être répartis en groupes suivants :

Construction de grandes usines et fabriques, commencée encore pendant la guerre, pour donner satisfaction aux différents besoins du pays déterminés par la mobilisation de l'industrie ; les entreprises industrielles qui s'y rapportent sont : les usines de la « Section d'automobiles du Grand Conseil de l'Economie nationale », notamment « Russo-Baltique », « Amé » et René Russe », à Rybinsk.

Restauration, réparation capitale et élargissement des fabriques et usines qui fonctionnent déjà et dont plusieurs sont adaptées actuellement à d'autres branches de l'industrie. Cette catégorie comprend la manufacture de draps et de tissus d'Istomine, à Bogordsk, l'ancienne fabrique de Riabouchinsky, à Vyshny-Volotchek, la fabrique de schistes à Briansk, le groupe de fabriques de produits chimiques des régions du Volga et de la Kama, la station électrique près de Bogorodsk, la première usine de constructions mécaniques à Nijni-Novgorod, etc., etc...

Construction d'usines et de fabriques nouvelles de haute importance, pour le développement dans la République des branches de l'industrie encore inconnues et dont la nécessité découle des conditions économiques du temps présent, créées par le déplacement des centres industriels et par la cessation de l'importation étrangère. C'est ainsi que fut construite la fabrique d'outils agricoles « L'Etoile », à Saratoff (elle a coûté au gouvernement 60 millions de roubles) qui fonctionne déjà ; vient ensuite la raffinerie de sucres de Novo-Kamensk, à Penza, pour la construction de laquelle on accumule les matériaux nécessaires et l'on fait les travaux de terrassement.

En outre, le Comité avait fait des projets et commencé même les travaux préparatoires pour la construction de toute une série de fabriques et usines de première nécessité, mais il fut forcé à y renoncer bientôt sous la pression de différentes conditions du moment présent.

Mais le travail du Comité fut plus important et productif

en ce qui concerne l'analyse et l'approbation de nombreux projets, plans techniques et devis que soumettaient à son examen diverses institutions centrales et locales. Au cours de l'année écoulée, le nombre de ces projets et devis était environ de 300, représentant une somme globale de plusieurs milliards de roubles.

VIII

Les constructions électrotechniques

Il est inutile de faire ressortir le rôle important, même colossal, de l'énergie électrique dans l'économie nationale, dans l'industrie mécanique et dans l'utilisation des forces et ressources naturelles du pays (courants d'eau, cataractes, sol tourbeux), ainsi que ses propriétés précieuses par ce temps d'une crise générale de combustibles.

Avant la Révolution d'Octobre, les constructions électrotechniques étaient peu importantes en Russie : l'on ne comptait dans tout le pays que deux ou trois stations régionales. Il manquait également un organe d'Etat central qui aurait réglé cette branche de l'industrie. Ce n'est qu'avec la constitution du Comité de Constructions d'Etat que cette branche fut mise sur une base nouvelle, ayant reçu l'organe spécial de direction nécessaire et en prenant une envergure très considérable.

L'on a opéré depuis lors toute une série de recherches techniques et fait, avec la participation de plus de 100 ingénieurs, de nombreux projets ; l'on a fait sur les lieux d'importants travaux préparatoires, accumulé de grandes quantités de matériaux de construction et créé des corons d'ouvriers, des stations provisoires, des quais, etc., etc...

Au printemps passé, en présence de l'exiguïté des ressources et de la nécessité de les employer pour la mise en marche immédiate d'une partie des stations projetées, la décision fut prise de réduire le programme général des travaux, en se bornant à la construction d'une seule station sur la rivière Svir et d'une station sur le Volkhoff, en renvoyant à plus

tard la construction de toutes les autres stations projetées.

L'on a commencé également les travaux nécessaires pour la construction de stations régionales près de la ville Kachira, à 126 kilomètres de Moscou, en mettant à profit les mines houillères locales, et sur les marais de Chatour, à 150 kilomètres de Moscou, en utilisant à cet effet le sol tourbeux de cette région. Ces deux stations étaient destinées à fournir l'énergie électrique aux villes Moscou et Kolomna et aux autres points centraux de la région industrielle.

Actuellement, outre les stations déjà en construction, des projets en sont élaborés pour la région industrielle centrale; toutes ces stations seront construites sur les marais tourbeux de la région d'Ivanovo-Vozniessensk et pourront peut-être desservir les villes Yaroslav, Kostroma, Kineschma et Vladimir; des stations électriques sont projetées aussi sur les marais tourbeux près de Nijni-Novgorod pour desservir les régions de cette ville et de Mourom, en utilisant, à cet effet, la houille des environs de Moscou, et aux provinces de Riazan et de Toula.

La plupart des travaux, que le Comité de Constructions d'Etat exécute en ce moment, se trouvent en étroit rapport avec les nécessités urgentes d'aujourd'hui et de demain et touchent les questions concernant la guerre, les combustibles et le transport, ou bien l'industrie mécanique, les habitations, leur état sanitaire et le ravitaillement de la population.

Cet exposé bref et rapide de l'activité et des succès réalisés par le Comité de Constructions d'Etat n'est pas complet. Nous avons passé sous silence l'énorme domaine de constructions purement locales, effectuées par les sections de province, du Comité, les travaux municipaux très vastes, l'organisation des bourgades et de corons d'ouvriers, qui sont particulièrement précieux en présence de la crise des habitations que nous traversons un peu partout. Nous n'avons pas signalé non plus les travaux assez importants du Comité touchant le développement de la culture urbaine et l'organisation de nouveaux points habités.

Malheureusement, sous la pression des conditions économiques très difficiles et de circonstances de guerre, le Comité fut forcé, tout ce temps dernier, à réduire fortement son programme, au lieu de le développer. Néanmoins, il est à constater et à reconnaître que le Comité de Constructions d'Etat a réalisé une œuvre capitale et que, dans ce domaine, les succès du pouvoir soviétiste ne sont pas inférieurs à ceux qu'il a faits dans les autres branches de la vie sociale et tout particulièrement en ce qui concerne les travaux de constructions ordinaires de la plupart des pays de l'Europe occidentale.

LA CHINE

L'excellente bibliothèque de philosophie scientifique, dirigée par Gustave Le Bon, vient de s'enrichir d'un volume sur la Chine, dont la lecture sera extrêmement profitable aux philosophes qui réfléchissent sur notre avenir social. L'auteur, Emile Hovclaque, est inspecteur général de l'Instruction publique pour la langue anglaise. Il a visité l'Extrême-Orient et il en a rapporté une très vive sympathie pour ces pays.

Très frappé des énormes différences qui existent entre notre civilisation et celle de la Chine, il a reconnu que, pour arriver à bien comprendre l'histoire de peuples, si différents de nous au point de vue intellectuel, il faut bien sentir leur art; malheureusement jusqu'à ces dernières années, l'Europe était fort étrangère à l'esthétique chinoise, qu'on ne peut étudier avec fruit qu'en Chine, au Japon et aux Etats-Unis; les critiques européens dont la parole faisait autorité, n'avaient qu'une estime médiocre pour les vieux maîtres

qu'admirent les amateurs orientaux. On s'imaginait que ces artistes avaient ignoré les principes élémentaires qu'on enseigne dans nos écoles ; en réalité, ils avaient écarté, de parti pris, des procédés qui leur semblaient propres à introduire du prosaïsme dans leurs compositions ; du très grand art, on ne retrouve plus que des souvenirs dans les œuvres (longtemps seules connues en Europe qui proviennent des époques où le taoïsme et le bouddhisme étaient tombés dans la vulgarité.

Les Orientaux ont beaucoup plus réfléchi qu'on ne le suppose généralement sur la civilisation européenne. Leurs penseurs modernes l'accusent de créer par « son jeu national, l'injustice, la richesse et la misère également excessives, les haines de classes, le mépris, les incompréhensions mutuelles des castes de riches et de pauvres, plus fermées les unes aux autres que celles de l'Inde, une barbarie savante, une anarchie morale pires que la sauvagerie de l'incivilisé » (p. 295). Ils remarquent que leurs jugements trouvent une éclatante confirmation dans la littérature occidentale, dont toutes les œuvres supérieures manifestent une irritation de plus en plus vive entre le régime actuel de notre société.

« Nos grands écrivains que l'Orient lit avec avidité, sont des prophètes aussi véhéments que les voyants d'Israël, et leur inspiration est la même : la haine inexorable de ce qui est, l'aspiration infinie vers la destruction et un ordre nouveau. » (p. 278).

Les hommes éminents que compte l'Extrême-Orient, ne se laissent pas éblouir par les merveilles de notre industrie ; ils sont persuadés que nous sommes appliqués à la recherche des moyens plutôt qu'à celle des fins de la vie. « Les fins de la vie, le sens de la vie, en effet, pour l'Oriental tout est là. Une seule chose importe : la vie intérieure ; une seule civilisation compte : celle des sentiments... La justice et le bonheur valent mieux que la connaissance et la domination des forces naturelles ». Nous voulons la science et la domination, tandis que l'Oriental désire la sagesse et la paix intérieure. (p. 11-12).

L'exemple du Japon a montré que l'Orient « peut superposer de sa vie profonde inchangée tout l'acquis matériel de l'Occident, tous nos procédés techniques, toute notre science, sans rien abandonner de son originalité native... Il ne nous a pris ni nos religions, ni notre idéal, ni nos mœurs ; et notre moralité, notre sensibilité lui paraissent en tout inférieures à la sienne ». (pp. 271-272). Des Japonais illustres (comme le marquis Okuma et le maréchal Oyama) disent que la dernière guerre « n'est qu'un des symptômes de notre désarroi, du profond désordre de notre vie, n'est qu'un des produits inévitables de nos régimes, non le dernier. Que pareille catastrophe ait pu arriver, est pour eux la condamnation de l'ordre social qui l'a produite. Pour eux l'Europe va droit à l'abîme... Mieux encore que nous, ils sentent combien les conquêtes de l'humanité, art, douceur, moralité, sont débiles et toujours menacées... L'Oriental assiste à cette faillite de notre civilisation tant vantée et n'espère plus qu'à notre conception de la vie ainsi condamnée, se substitue ses conceptions de la vie. (p. 279-280).

Havelaqué n'est pas aussi pessimiste que ces penseurs orientaux, car il croit que l'Occident pourrait se sauver en empruntant à l'Extrême-Orient des enrichissements moraux précieux. « L'ère des dédains et des pénétrations brutales, pour des fins de rapine et d'oppression, tire lentement à sa fin ; celle des échanges d'âme et des pénétrations de raison, d'intelligence, de moralité s'ouvre enfin. » (p. 13). En faveur de cette conception d'une nouvelle sorte d'Internationalisme, on peut invoquer ce fait que la Chine a, depuis longtemps, réalisé des états sociaux que l'Europe s'efforce de produire sans y être encore complètement parvenue ; elle n'a point de religion engagée dans une métaphysique, accompagnée de mysticité, faisant une place à une hiérarchie sacerdotale : tout se ramène chez elle à l'humaine raison ; nulle part la démocratie, au meilleur sens du mot, n'est aussi complète. (p. 265). « Le moindre coolie, assure Havelaqué, y sait non seulement lire et écrire, mais peindre et composer des poèmes, jouit d'une œuvre d'art raffiné, a le

souci du beau langage et des belles manières, est profondément et complètement pénétré par l'essence de sa civilisation, qui est l'apanage, non d'un élite, mais de tous. » (p. 60.).

*
**

Tout le monde a été frappé de l'extraordinaire permanence du principe de la civilisation chinoise. Les invasions, les guerres civiles, l'introduction du bouddhisme, le despotisme impérial réformateurs, n'ont rien changé à la Société depuis plusieurs millénaires. (p. 266). On n'explique pas ce phénomène d'une manière suffisante, en disant que la race est demeurée invariable ; les Mongols envahisseurs ne seraient, dit-on, que des Chinois nomades, venant secouer périodiquement leurs frères amollis (p. 115.). Il est plus vraisemblable que le statut familial s'est maintenu parce que les conditions économiques du pays n'ont pas changé ; mais Hovelake reconnaît lui-même que la vie traditionnelle de la Chine « finira sans doute par se désagréger, comme la nôtre s'est défaite depuis un siècle » (p. 13) ; il estime que toute la civilisation chinoise s'écroulera dès que le culte des ancêtres aura perdu son autorité (p. 129) ; on se demande dès lors comment des enseignements moraux empruntés à la Chine pourraient avoir de l'efficacité chez nous, en dépit des habitudes créées par le capitalisme. D'ailleurs Hovelake augure que la Chine passera par toutes les convulsions révolutionnaires que nos pays ont connues (p. 269). Toute cette partie de son livre qui a trait à l'avenir des civilisations, est pleine d'incertitudes.

Je signale cependant ici une opinion qui me semble mériter d'être retenue. Hovelake croit que le *bolchevisme* veut introduire dans la Russie mongolisée un régime ayant de grandes analogies avec celui de la Chine. « Il sera curieux de voir quelle répercussion (les idées *bolchevistes*) auront en Chine quand elles y pénétreront. Par les Kirghiz, les mercenaires chinois à la solde des *bolcheviks*, elles atteignent

déjà les franges du pays. Elles y trouveront un terrain préparé ». Il émet l'hypothèse que « l'avenir est aux peuples qui trouveront avec le *bolchevisme* un *modus vivendi* momentané ». (pp. 281-282). Ce serait donc par l'intermédiaire d'institutions imitées du *soviétisme* que l'Occident aurait probablement le plus de chance d'être influencé par la civilisation d'Extrême-Orient. Une telle thèse n'aurait pu être approfondie par un haut dignitaire de notre ministère de l'Instruction publique ; nous avons le droit de proposer ici quelques-unes des conséquences qu'on peut raisonnablement en déduire.

Hovelake qui paraît admettre que la réforme de l'Occident se fera par les seules forces intellectuelles, dit que pour faire des progrès dans cette voie, il faut faire disparaître les préjugés « qui ont leur racine autant dans la sottise vanité du Blanc que dans son insondable ignorance » (p. 14). Cela ne paraît pas facile, car, au cours de son voyage, Hovelake a presque toujours trouvé les Français qui habitent la Chine, incapables de comprendre les réalités et dupes de bavardages (p. 48). Mais si la réforme de l'Occident doit être le résultat d'une conquête *bolcheviste*, la violence devient son facteur essentiel et la sottise européenne devra baisser la tête.

Le Chinois et le Japonais haïssent et méprisent l'Européen, dont ils ont appris à connaître, par de nombreuses expériences « l'immoralité et la profonde hypocrisie. C'est dans cette haine et ce mépris que réside le véritable danger asiatique » (p. 273). Hovelake nous raconte qu'il a eu, plusieurs fois, à rougir de ses compatriotes que les Chinois regardaient comme des « barbares dénués de raison autant que de civilisation » (pp. 61-62).

Il semble que les *bolcheviks* ne le cèdent pas aux Orientaux en mépris et en haine pour l'Occident ; les compagnons de Lénine le montrent bien dans les polémiques qu'ils soutiennent entre les anciens chefs spirituels de la social-démocratie, qui avaient fait trembler Jaurès. Nous avons le droit d'attendre d'une conquête *bolcheviste* qu'elle supprime tous

nos mensonges conventionnels, les mensonges socialistes, autant que les mensonges bourgeois.

On prétend rendre les *bolcheviks* odieux en les représentant comme de nouveaux Mongols ; mais il ne faut pas oublier que les princes mongols ont élevé, dans tous les pays où ils ont dominé, de merveilleux monuments (p. 111), nous aurions grand besoin d'une conquête mongole pour faire renaître le grand art, aujourd'hui asservi aux goûts barbares de la ploutocratie.

Ces quelques remarques suffisent pour montrer combien est féconde l'hypothèse d'Hovelake sur l'influence future du *bolchevisme*.

Georges SOREL.

La Tactique du moindre effort

I

La première période de la lutte socialiste — celle de l'affirmation intransigeante — fut celle de l'action illégale ou semi-légale et des persécutions gouvernementales... C'est la période héroïque ou martyrologique du socialisme.

Les premiers socialistes subirent, avec des variantes résultant des changements de l'époque, le sort des premiers chrétiens. Thomas Morus (1478-1535) finit ses jours sur l'échafaud. Campanella (1568-1639), ainsi que plus tard Blanqui, passa sa vie en prison. Babeuf fut condamné à mort. Saint-Simon et Charles Fourier vécurent dans la misère. Tous les fondateurs de la première internationale passèrent une notable partie de leur vie soit en prison, soit en exil.

Les masses subirent la pression quotidienne de la terreur capitaliste : le chômage, la famine, l'émigration involontaire

guettaient les insoumis au régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. Comme toujours, les classes dominantes nourrissaient l'illusion de pouvoir supprimer par la Force l'Idée naissante qui correspondait à une réalité naissante.

Cette attitude des défenseurs du Régime dominant ne faisait que confirmer les novateurs dans leur position de lutte intransigeante.

L'Idée socialiste brillait de tout son éclat. Ses pionniers, ses militants et ses partisans risquèrent le tout pour le tout. S'ils se donnaient corps et âme au mouvement sans en rien attendre pour leurs personnes, ils désiraient naturellement, en échange, la réalisation intégrale de leur idéal. C'était leur unique récompense, le seul salaire convoité pour les peines subies.

La lutte des idées au sein même du socialisme fut âpre, violente. Car les idées, les méthodes de combat se concilient moins facilement que les ambitions et les appétits. Il est de mode, aujourd'hui — à l'époque des caractères débiles et des sans-volontés qui ont un penchant naturel à la confusion des idées et des méthodes et à la conciliation quand même — de regarder de haut, avec un dédain de supériorité, ces luttes des « sectes » socialistes, de la période héroïque du socialisme. On oublie que ces « sectaires » furent les premiers forgerons puissants de l'idée socialiste. La lutte fut un moyen de clarification et de sélection. On prenait l'idée à laquelle on donnait sa vie ou sa liberté trop au sérieux pour se contenter de ce qu'on croyait une vérité incomplète ou une erreur. Le maximum de sacrifice exigeait le maximum de rendement idéaliste. Les socialistes de la première période intransigeante, même ceux qui comme Karl Marx, Fr. Engels, formèrent définitivement la méthode réaliste du socialisme moderne, furent en même temps les plus grands et les plus purs idéalistes ne souffrant pas que l'idéal socialiste fût terni ou amoindri par un ordre d'idées d'origine bourgeoise. Toute la vie pour tout l'idéal fut le mot d'ordre et la raison même de toute leur action.

II

La persécution antisocialiste échoua. Sa dernière grande manifestation, dans les pays occidentaux, fut la loi d'exception contre les socialistes allemands (1878-1890). Avec l'abolition de cette loi, les socialistes acquirent le droit de cité. Avec les persécutions, prend fin la période héroïque et intransigeante du socialisme. Il est curieux de noter que l'échec définitif de la loi bismarkienne destinée à exterminer la social-démocratie allemande coïncide avec le Congrès d'Erfurt où de Vollmar, le socialiste d'Etat et le réformiste le plus habile, exclut, comme hérétique, l'« indépendant » Werner et ses amis pour leur critique violente de l'esprit petit bourgeois menaçant le socialisme allemand. Cette exclusion des hommes dont la critique acerbe fut partagée, dans ce qu'elle avait d'essentiel, par Engels lui-même, marque l'entrée du socialisme dans une nouvelle phase, la deuxième, celle de l'adaptation à l'ordre établi, ou celle de l'opportunisme. On continue à combattre *théoriquement* le socialisme d'Etat et le réformisme de Vollmar, mais on signifie aux masses populaires qu'on peut supporter et soutenir ces tendances dans le parti tandis qu'il n'y a pas de place possible pour la méthode révolutionnaire condamnée comme « romantique » et « anarchiste ».

La tactique du « péril à gauche » triomphe et aboutit naturellement à la victoire de l'esprit opportuniste. Les opportunistes se révèlent comme des tacticiens supérieurs. Ils laissent aux « radicaux » le plaisir facile des affirmations et même des résolutions tranchantes. En hommes pratiques, ils se réservent le champ d'action d'où la méthode révolutionnaire est définitivement bannie. Fidèles à leur méthode, les opportunistes s'adaptent aux formules intransigeantes du programme d'Erfurt, qu'on laisse Kautsky commenter à sa guise pourvu que la pratique soit réformiste, et rien que réformiste...

III

Pour couronner la victoire réformiste, une guerre à mort est déclarée aux anarchistes-communistes. Il est vrai que cette lutte avait été commencée au sein de la première Internationale par Marx lui-même. Par sa présence au Congrès de Zurich (1893), Fr. Engels, l'ami et le compagnon de lutttes de Marx, l'encouragea. Mais il y a un abîme entre l'opposition de la première Internationale aux doctrines anarchistes et celle de la deuxième. La tactique révolutionnaire des anarchistes ne faisait pas peur à Marx. Il s'accordait bien, au début de la fondation de la première Internationale, avec Bakounine. La négation de l'Etat capitaliste, comme le Conseil d'administration des affaires courantes bourgeoises, est à la base même de la conception marxiste. Marx combattait dans l'anarchie le confusionnisme théorique et l'optimisme insurrectionnel (le « putschisme ») qui ne tient pas suffisamment compte des forces objectives ou techniques de l'évolution sociale, et prend souvent ses désirs pour des réalités.

Tel ne fut pas le cas des réformistes de la II^e Internationale. Ils conçurent une véritable haine policière contre les anarchistes, ces troubles-fêtes dangereux. Ils détestaient dans les doctrines anarchistes ce qui faisait leur force à savoir : l'esprit de révolte et le mépris de la légalité capitaliste, l'horreur du compromis.

A côté des réformistes purs ou des fanatiques de la légalité bourgeoise, il y avait des hommes comme Bebel, d'un glorieux passé révolutionnaire, qui, préoccupés avant tout des exigences du recrutement, repoussèrent à la fois l'anarchie et l'opportunisme. J'entends encore Bebel s'écriant à la *Tonnhalle* de Zurich, au Congrès de 1893 : « Je repousse également les opportunistes et les anarchistes ». C'était le cri du cœur du Centre : « Ni réaction, ni révolution ! » cher à nos « Constructeurs » de France et d'ailleurs. Mais l'expérience historique est là pour nous prouver que tous ceux qui jurent par cette formule commode finissent toujours par montrer une figure souriante à la « réaction » et le poing à

la « révolution ». Le Centre est fatalement condamné à tomber à droite. Car entre « révolution » et « réaction », il faut choisir. Et ceux qui ne veulent pas de « révolution » tombent, tôt ou tard, dans la « réaction » opportuniste et réformiste.

Après Zurich, c'est le Congrès international de Londres (1896), qui brandit l'arme d'excommunication contre les anarchistes. A Londres, nous voyons M. Alexandre Millerand, le président actuel du Bloc nationaliste et capitaliste, se dresser, à côté de Jules Guesde et de Jaurès, contre l'anarchie et le syndicalisme révolutionnaire soutenu par Ed. Vaillant faisant presque cavalier seul, sur cette question, dans la II^e Internationale d'alors. Le Congrès exclut définitivement les anarchistes-communistes. C'est un avertissement sérieux à tous les éléments révolutionnaires. Le diable est exorcisé. Et la fête opportuniste n'est plus troublée pendant longtemps. La parole est aux électeurs et — aux revendications corporatives avec leur politique d'« un morceau de beurre sur un morceau de pain ».

IV

Qui veut la fin, veut les moyens. Partie pour la conquête des réformes légales, la II^e Internationale devait fatalement diriger le plus clair de ses efforts vers l'action électorale et parlementaire. Le parlement est une usine à réformes — du moins en théorie. Pour faire aboutir des réformes, il faut exercer, coûte que coûte, une pression sur les majorités bourgeoises. Et plus on est nombreux au parlement et plus on fait sentir cette pression salutaire. Le nombre de voix obtenu pendant les élections devient un facteur décisif dans la lutte pour les améliorations immédiates. Pour obtenir ce nombre, il faut mettre de l'eau réformiste dans son vin révolutionnaire. Au lieu d'appeler les masses à l'assaut du Régime, on s'adapte de plus en plus à son état amorphe. Au lieu de faire surgir des énergies révolutionnaires en développant les consciences socialistes, commence une véritable chasse aux voix des éléments inconscients et indifférents.

La récolte est abondante. Les socialistes peuvent se targuer de millions de voix conquises « de haute lutte » — sur la foire électorale, à l'aide des promesses réformistes, qui restent, naturellement, inexécutables dans la plus grande majorité des cas. Car la capacité réformiste de la société capitaliste est très limitée. Mais la croissance de la puissance numérique, de la force d'attraction du socialisme est incontestable. Ce sont des victoires que l'adversaire qui mord électoralement la poussière ne peut jamais nier. Le succès appelle le succès. Le prestige du socialisme croît tous les jours. Au lieu de lui infliger l'état de siège, comme jadis, les gouvernements capitalistes font plutôt le siège du parti socialiste en cherchant à s'emparer de ses chefs par de nouvelles méthodes qui n'ont rien de commun avec des années de prison et de bague si largement distribuées pendant la période héroïque du socialisme révolutionnaire.

C'est alors qu'est né le culte des majorités remplaçant la dictature du prolétariat préconisée par le *Manifeste Communiste* dont Marx et Engels n'ont jamais désavoué la doctrine fondamentale. (C'est exclusivement le programme réformiste transitoire qu'il déclarait, et avec raison, un peu vieilli.)

Tout s'enchaîne, tout se tient dans la marche des événements. La période légale et pacifique du socialisme favorise l'éclosion de l'ère réformiste. Le réformisme appelle le parlementarisme. Le parlementarisme développe l'esprit démocratique et le culte des majorités conquises électoralement. L'esprit « démocratique » fait effacer la doctrine de la lutte des classes avec sa revendication fondamentale de la dictature prolétarienne. Et peu à peu on devient mûr — pour la participation au pouvoir bourgeois ayant pour but de consolider la domination capitaliste. Alexandre Millerand fait son entrée triomphale, accompagné symboliquement du marquis de Gallifet, massacreur du peuple.

La troisième période du socialisme officiel commence : celle du reniement. La préparation « militaire » pour la date

historique du 4 août 1914 commence. Mais le chemin est assez long et hérissé d'obstacles. Nous allons le suivre.

CHARLES RAPPOPORT.

La Politique économique des Soviets

Les données suivantes caractérisent les branches principales de notre activité économique là où elle se poursuivait sans interruption pendant ces deux années.

Dénomination des produits	Préparation du combustible et des matières premières. (Quantité en pouds)	
	1918	1919
A. Préparation du combustible.	près de 30 millions de pouds.	près de 30 millions de pouds.
1. charbon (régions de Mos- cou et de Borovit- chi)		
2. bois (en stock et en réserve)	4 millions de sagènes cubes. 58 millions de pouds.	5 millions de sagènes cubes. 60 millions de pouds.
3. tourbe	93 millions de pouds.	Bakou occupé par les Anglais.
4. naphte		
B. Préparation des ma- tières premières, provisions dans les entrepôts du G. C. de l'E. N.		
1. lin	—	5 1/2 millions de pouds.
2. coton	2784 mill. de pouds.	6 1/2 millions de pouds. (avec les réserves du Turkestan).
3. laines	—	2 millions de pouds.
4. chanvre	—	2 millions de pouds.
5. cuir	30 millions de pouds.	2.365.800 pièces (pour 6 mois).
6. métaux (réserves).	5.461.000 pièces.	40 millions de pouds.

(1) Voir la Revue de Juin.

Les données ci-dessus montrent seulement le combustible et les matières premières accumulés et utilisés par le Grand Conseil de l'Economie Nationale.

Nous pouvons voir que la situation s'est empirée sous le rapport du combustible vu la perte de la naphte. En 1918, nous pûmes transporter la naphte de Bakou, mais en 1918 nous n'en reçûmes pas du tout.

Grâce à cette circonstance, nous fûmes obligés de chauffer les chemins de fer et les autres entreprises avec du bois, ce qui fut cause de la crise de chauffage des habitations. Avant la guerre on ne préparait pas plus de bois qu'on n'en prépare maintenant : de 4 à 5 millions de sagènes cubes, mais alors il y avait le charbon, la naphte qui desservaient l'industrie, et le bois servait principalement pour chauffer les maisons ; maintenant, le bois est le combustible principal. Au point de vue de la tourbe, la situation s'est améliorée et en 1919 on en prépara davantage (en 1918 : 58 millions de pouds ; en 1919 : 60 millions de pouds). La préparation des matières premières pour notre industrie textile fut suffisante, et elle en est pleinement pourvue. Le lin et les fourrures sont accumulés en si grande quantité qu'on pourrait facilement en exporter à l'étranger.

Quant aux métaux, la situation est devenue difficile : nous avons vécu tout le temps sur nos anciennes réserves. Avec la reprise de l'Oural et la défaite de Koltchak, la situation s'est améliorée, et nous recevons les métaux de l'Oural.

En somme, les appareils d'approvisionnement du Pouvoir Soviétique fonctionnent d'une façon parfaite et sont solidement construits.

Les dernières statistiques nous montrent que plus d'un million d'ouvriers (en exceptant les chemins de fer, le commerce, etc.) travaillent, au moment actuel, dans l'industrie de la Russie Soviétique, selon des données incomplètes. Dans certaines branches de l'industrie (dans les mines de la région de Moscou, dans l'industrie électrotechnique) toutes les entreprises fonctionnent sans exception, dans d'autres, — dans l'industrie textile par exemple — près de 50 o/o d'entreprises chôment, mais il est impossible d'indiquer une seule

branche d'industrie qui soit complètement arrêtée. De tels faits ne se rencontrent pas. En somme, le nombre total des travailleurs salariés (ouvriers et employés) atteint le nombre minimum de 3 millions d'hommes. Dans certains domaines, un progrès peut être même constaté. Pendant ces deux années, nos organes économiques entreprirent l'organisation de 15 entreprises importantes dont plusieurs d'entre elles sont déjà achevées et fonctionnent. A Podolsk (province de Moscou) une grande fabrique de réparation des locomotives est construite et travaille déjà ; de même que la fabrique de cartouches à Simbirsk. Deux grandes stations électriques, l'une à Kachira, l'autre dans les marais de Châtour, se terminent. La construction d'une usine de machines agricoles et d'instruments aratoires est commencée à Saratoff.

Mais l'entreprise la plus importante est l'exploitation des gisements de schistes dans les provinces de Samara et de Kazan, entreprise commencée en 1919. Plusieurs mines sont déjà en exploitation.

Citons ici les données concernant les principales branches de l'industrie subvenant aussi bien aux besoins militaires qu'aux besoins civils.

Production et Réserves en 1919.

TISSUS

Production moyenne mensuelle : 14 millions d'archines.
Réserves de tissus : près d'un milliard d'archines.

SUCRE

Production pendant la campagne 1918-1919 :
Dans la Russie Soviétiste : 4 millions de pouds.
Dans l'Ukraine Soviétiste : 10 millions de pouds.

ALLUMETTES

Production de 1918 : 1.032.023 boîtes.
Pendant 6 mois de 1919 : 412.809.000 boîtes.

SAVON

Production mensuelle : 20 à 25 mille pouds.

SEL

Plus de 10 millions de pouds ont été extraits.

La distribution de ces produits se fait d'après un plan défini. En premier lieu l'armée rouge est pourvue, ensuite les ouvriers et, en dernier lieu, le reste de la population.

Arrêtons-nous maintenant sur la question de l'alimentation.

Durant ces deux années, le problème le plus difficile fut celui de l'alimentation. Les régions les plus riches en blé, telles que le territoire du Don, le Sud de la Russie, les territoires au delà du Volga, la Sibérie, ou étaient au pouvoir de l'ennemi, ou passaient de mains en mains.

Lorsque après la Révolution d'Octobre, nous nous emparâmes du pouvoir, il n'y avait presque pas de réserves de pain. La récolte de 1918 eut un rendement au-dessus de la moyenne (dans la Russie soviétiste elle atteignit dans 25 provinces 1.235 millions de pouds). L'appareil de ravitaillement qui fut organisé vers cette époque put emmagasiner 106 millions de pouds. Ceci nous permit, dans la seconde moitié de 1918 et en 1919 d'améliorer l'alimentation de pain de la population comparativement à la première moitié de 1918. La récolte de 1919 fut aussi au-dessus de la moyenne, outre cela toute la région au delà du Volga et une partie de la Sibérie passèrent dans nos mains. Cette année, les réserves de blé donnent l'espoir de dépasser celles de l'année dernière. Des difficultés se rencontrent dans le transport travaillant principalement pour la guerre. Mais grâce à la consolidation de l'appareil de ravitaillement, on peut compter sur une amélioration, pas très grande il est vrai, mais amélioration quand même.

Nous avons cité les données concernant seulement les principales branches de l'industrie, en prenant pour base la production moyenne mensuelle. Nous avons donné la description seulement de la situation générale économique de la Russie Soviétiste, et nous avons résumé les résultats de notre activité dans le domaine économique au cours des deux dernières années. Mais il va de soi que nous n'avons

pu embrasser ici tout ce qui a été accompli par les masses ouvrières dans l'œuvre gigantesque créatrice de la vie nouvelle qui se fait sous nos yeux.

Le 3^e Congrès Général des Syndicats ouvriers EN RUSSIE

Ouverture du Congrès

Le 6 avril a eu lieu l'ouverture du 3^e Congrès général des syndicats ouvriers de Russie. 1.226 délégués ayant le droit de voter et 362 envoyés spéciaux à voix consultative y ont participé, en représentant 4.300.000 membres de syndicats ouvriers et professionnels de toute la Russie. Au point de vue de leurs opinions politiques, ces délégués se répartissent comme suit : 940 communistes et sympathisants ayant le droit de voter et 240 communistes et sympathisants à voix consultative ; pour les autres partis, les chiffres respectifs des délégués ayant le droit de voter et à voix consultative se présentent sous l'aspect suivant : menchéviks — 45 et 12, sans parti — 191 et 86 et autres groupements politiques — 50 et 19.

Premiers discours

Le camarade Tomsy, en parlant au nom du grand conseil des syndicats ouvriers et professionnels de toute la Russie, a prononcé un discours d'ouverture très court, dans lequel il a expliqué les problèmes à résoudre par le Congrès et exprimé l'assurance que le 3^e Congrès suivra la même voie de la guerre des classes, tracée par les deux Congrès précédents.

Le camarade Kalinine a prononcé ensuite un discours en qualité de représentant du Comité Exécutif Central des Soviets de Russie ; il a tiré une parallèle très nette entre les tâches d'il y a trois ans des syndicats ouvriers, quand la classe ouvrière avait à lutter contre la bourgeoisie, et celles du moment actuel. A l'heure qu'il est, — a dit le camarade Kalinine, — la tâche fondamentale des syndicats ouvriers est le maintien

du pouvoir soviétiste, car ce pouvoir est un pouvoir prolétarien et parce que les syndicats ouvriers sont une partie intégrante du prolétariat. Après avoir énuméré les questions à résoudre par le Congrès et se rapportant principalement à la lutte contre la désorganisation économique, l'orateur a exprimé l'assurance que le 3^e Congrès des Syndicats ouvriers contribuera par tous ses moyens à ce que la Russie soviétiste vienne à bout de cette désorganisation.

Le camarade Boukharine a parlé de la part du comité central du parti communiste russe. Il a relevé, tout d'abord, le fait très significatif que le congrès des syndicats suit de près le congrès du parti communiste. « Notre parti — a dit le camarade Boukharine — est une organisation politique de la classe ouvrière et il aurait été complètement impuissant, notre parti, s'il n'avait pas pour appui la puissance des syndicats ouvriers. Donc, tout ce que nous avons décidé et réalisé au congrès de notre parti, vous devrez le décider et réaliser au vôtre, en transformant toutefois vos résolutions de façon qu'elles puissent pénétrer dans les masses. Le présent moment exige de nous une tension extraordinaire de toutes nos forces et une volonté seule et unique de toute la classe ouvrière. Le parti du coup d'Etat communiste et les syndicats doivent s'entendre sur la solution des problèmes à résoudre par le congrès et mis sur le tapis par la désorganisation économique du pays. Les syndicats se trouvent, à l'heure présente, en face d'une tâche exceptionnément lourde et responsable. C'est pour cette raison que le congrès de notre parti avait déclaré qu'au moment actuel les syndicats acquièrent une importance particulière, parce qu'ils servent de liaison entre le parti communiste et les masses. Le congrès des syndicats aura donc à se prononcer sur toute une série de questions, telles que le travail obligatoire, les tarifs et salaires, etc., mais il devra les résoudre toutes en conformité parfaite avec la grande et principale question du moment actuel, celle de l'augmentation de la productivité du travail. Il faut, pour améliorer notre situation économique, donner, tout d'abord, une solution juste et pratique au problème économique. Et le temps que nous mettrons pour nous acquitter de ce travail colossal sera une période de véritable révolution sociale. Le congrès du parti communiste avait précisément déclaré ce travail comme urgent, parce que le communisme tend à créer et à consolider le bien-être de tous les travailleurs. Les syndicats l'ont compris depuis longtemps, et il ne me reste par conséquent qu'à exprimer la ferme assurance que le présent congrès fera de grands efforts pour que les questions qui se posent devant lui soient résolues dans cet esprit.

Le camarade Radek a parlé ensuite de la part du comité exécutif de la III^e Internationale Communiste; il a mis en relief l'importance particulière du 3^e Congrès des syndicats pour les ouvriers du monde entier, parce que le Congrès aura pour tâche à démontrer que le prolétariat russe, qui a pris le pouvoir entre ses mains, saura non seulement le garder, mais réussira aussi à vaincre la désorganisation économique actuelle, en développant la conscience politique des masses et en les poussant vers un travail plus âpre et productif. En saluant les délégués de la part de l'Internationale Communiste, le camarade Radek a exprimé l'assurance que le Congrès sera, pour la cause communiste, plus utile que le Congrès des membres de l'état-major de la révolution, parce que ceux-ci se borne à une étude de la situation et de nouvelles voies à adopter, mais il ne peut ni créer, pour mettre à profit ces voies, l'innombrable armée de travailleurs, ni la conduire au combat contre la désorganisation économique.

Lettre de Zinovieff

Le camarade Zinovieff, président du comité exécutif de l'Internationale Communiste, a adressé au congrès la lettre qui suit :

« Chers Camarades !

Le comité exécutif de l'Internationale Communiste adresse à votre congrès ses salutations fraternelles.

Dès sa création, le comité exécutif de l'Internationale Communiste maintient le point de vue que l'Internationale Communiste est une organisation devant unir étroitement non seulement les partis ouvriers politiques, mais aussi leurs syndicats professionnels et toutes les organisations économiques du prolétariat. Sous ce rapport, l'Internationale Communiste veut rappeler à la vie les traditions de son glorieux prédécesseur, de la I^{re} Internationale, dont Marx et Engels furent les leaders.

L'ordre du jour de votre congrès comprend la question de l'organisation des syndicats ouvriers en une alliance internationale. C'est une question, en effet, qui n'est plus à remettre. Les socialistes traîtres de tous les pays, soutenus par le capitalisme mondial, cherchent à ressusciter la I^{re} Internationale jaune des syndicats ouvriers. La II^e Internationale s'est écroulée comme un château de cartes. Tous les honnêtes éléments qui se trouvaient au sein du socialisme mondial, ont fuit la II^e Internationale traîtresse comme on fuit une maison empestée. Mais les socialistes-démocrates jaunes cherchent à

prendre leur revanche dans le mouvement professionnel, et il faut constater qu'ils ont réalisé, ces temps derniers, quelques succès.

Les grands syndicats ouvriers de la Russie ont donc pour glorieuse mission historique la création d'une union internationale prolétarienne, réelle et active, qui proclamerait définitivement la dictature du prolétariat et serait prête à la défendre par tous les moyens à sa disposition. L'Internationale Communiste considère comme erronée l'opinion que les communistes pourraient se trouver dans l'opposition au mouvement professionnel. L'Internationale Communiste pense, au contraire, que les syndicats industriels, arrachés des mains des socialistes traîtres et ayant adhéré à l'Internationale Communiste, joueront dans l'avenir un rôle prédominant dans l'œuvre de l'organisation communiste du peuple et qu'ils nous sont nécessaires, par conséquent, comme l'air est nécessaire aux poumons de l'homme; et nous pensons encore que cette nécessité s'impose également aux pays où le prolétariat lutte encore pour le pouvoir, ainsi qu'à ceux où il est déjà maître de la vie politique et sociale. Aussi, l'Internationale Communiste fera-t-elle son possible pour appuyer le mouvement professionnel révolutionnaire, qui commence dans tous les pays, et l'organisation des syndicats rouges sur une échelle internationale. Le comité exécutif de l'Internationale Communiste a la ferme assurance qu'il verra parmi les délégués de son prochain congrès ceux des syndicats ouvriers prolétariens du monde entier et que ces syndicats se feront ainsi une partie intégrante de l'Internationale Communiste.

Les syndicats ouvriers révolutionnaires des pays où le pouvoir est encore entre les mains de la bourgeoisie et des socialistes traîtres, ont besoin de notre appui pratique. Nous sommes sûrs que votre congrès jettera les bases d'un fonds de secours, toujours actif et militant, pour aider nos frères de l'étranger. Nous proposons aussi que votre congrès emploie tous les anciens fonds de secours des syndicats ouvriers russes, étant donné qu'ils nous sont inutiles à l'heure qu'il est, à la création d'un fonds de secours international des syndicats ouvriers rouges. Vous savez que le bureau des syndicats de Pétrograd ayant invité, il y a quelques semaines, les ouvriers de la ville à prêter un concours matériel aux ouvriers métallurgistes suédois frappés d'un lock-out des capitalistes, la somme réunie à cet effet par les organisations ouvrières a atteint, en quelques jours, 10 millions de roubles. Or, une décision catégorique de votre congrès produira, sans doute, des ressources

pécuniaires très fortes pour secourir efficacement les syndicats rouges étrangers.

Votre voix qui se prononcera sur l'organisation d'une Internationale des syndicats rouges retentira par le monde entier.

Vive le troisième congrès général des syndicats ouvriers de Russie !

Vive l'Internationale des syndicats industriels rouges ! »

Discours de Lénine

Au cours de la deuxième journée, le camarade Lénine, chaleureusement acclamé par le congrès, a prononcé le discours suivant :

Camarades ! En ce moment, très sérieux, de l'organisation de la vie socialiste, les syndicats ouvriers sont appelés à s'acquitter de tâches de grande importance et de haute responsabilité.

Le côté particulier de la période que nous traversons présentement git dans le passage que nous devons effectuer des tâches militaires à celles de l'organisation économique pacifique. Ce n'est pas la première période de cette nature que la République Soviétiste doit traverser. Nous l'avons déjà vécue au commencement de 1918, quand l'impérialisme rapace allemand, après nous avoir porté un coup des plus violents, nous imposa la paix de Brest, sachant que la vieille armée du régime capitaliste se trouvait dans un état de décomposition irréparable et que nous étions dans l'impossibilité de créer, en si peu de temps, une force militaire quelconque. Il nous semblait alors que les tâches de guerre allaient être reléguées au second plan et que nous pourrions nous mettre à l'organisation pacifique de notre pays.

A cette date, nous ignorions encore la guerre civile. Dans la région du Don, Krassnoff, en profitant de l'appui des Allemands, ne se dessinait alors que faiblement sur l'arène politique ; l'Oural et le Nord de la Russie étaient calmes, et le pouvoir soviétiste tenait entre ses mains un territoire énorme. La conjoncture politique était telle que tout faisait prévoir une longue période d'organisation pacifique. Mais les événements ultérieurs ont trompé ces espérances.

Le capitalisme, si on le considère d'un point de vue international, est toujours, sous les rapports militaire et économique, plus fort que le Pouvoir Soviétiste. Au début de la révolution d'octobre, les capitalistes envisageaient notre coup d'Etat comme une curiosité historique. Et ce n'est qu'à l'heure où ils avaient compris que la révolution prolétarienne acquerrait l'importance d'un fait mondial, que leur résistance atteignit subitement son apogée.

L'on sait que le marxisme n'est autre chose que la destruction des classes sociales. Mais qu'est-ce que cela veut dire, au fond ? Cela veut dire que le mur, qui sépare les ouvriers et les paysans doit être démoli. Les paysans se trouvent présentement dans une situation assez difficile : d'un côté, ce sont des travailleurs que les propriétaires et les capitalistes exploitaient et opprimaient pendant des dizaines d'années et que la révolution prolétarienne a libérés, et d'un autre côté, ce sont de petits propriétaires. Chaque vente de pain au marché libre est un acte de spéculation et une escroquerie, parce que c'est le rétablissement de l'échange libre de marchandises et, par conséquent, du capitalisme. Les paysans sont restés, dans leur vie économique, de petits propriétaires, ce qui fait naître de nouveaux rapports capitalistes. Nous faisons une guerre des classes et le but vers lequel nous tendons est la destruction de ces dernières, parce que tant qu'il y a des ouvriers et des paysans, le socialisme ne peut pas être réalisé et la lutte implacable des classes se poursuivra.

Cet état de choses nous montre l'importance de la dictature du prolétariat d'un tout autre côté : le prolétariat doit agir, en ce moment, comme un élément organisateur de notre vie.

L'on ne peut pas vaincre le commerce libre au moyen d'élan d'enthousiasme, d'abnégation et de courage. Il faut un travail long et tenace, il faut gagner chaque pouce du champ de bataille, il faut le concours efficace des forces organisatrices du prolétariat, — en un mot, la victoire ne sera possible que dans le cas où le prolétariat aura réalisé pleinement sa dictature, laquelle devra représenter la puissance organisée de tous les travailleurs, y compris les masses non prolétariennes, mais qui travaillent.

Nombre de nos adversaires semblent ignorer toujours cette vérité. Ils nous ont déclaré des utopistes, quand nous leur avons annoncé que l'on peut s'emparer de vive force du pouvoir. D'un autre côté, on voudrait que nous organisions le travail en quelques mois. Cette exigence est absurde. L'on ne peut maintenir le pouvoir que dans les conditions bien précises d'un moment politique ou bien au moyen d'un enthousiasme général des ouvriers. Et nous l'avons prouvé. Mais il faut des dizaines d'années pour créer de nouveaux organes de discipline sociale.

La tâche qui se pose en ce moment devant nous est particulièrement difficile, parce que la masse des paysans, peu éclairée, est très loin de toutes les théories politiques et ne peut pas conséquemment se faire une idée nette des mesures législatives du Pouvoir Soviétiste que par la voie d'une parallèle

réelle entre la dictature de la classe ouvrière et le pouvoir dont elle vient de se débarrasser. Les paysans ne pourront apprécier les avantages du Pouvoir Soviétique que par une voie pratique. Mais la masse des paysans n'est point si solide et disciplinée que l'est celle des prolétaires. Au point de vue économique, les paysans se trouvent dans un état de désagrégation, une partie de la population rurale sont des propriétaires et l'autre partie — des travailleurs. L'amour de la propriété entraîne les paysans vers le capitalisme. Le paysan propriétaire raisonne comme suit : « Plus cher je vendrai ma marchandise, plus j'aurai de bénéfice, et quand la faim se sera abattue sur le pays, je vendrai mes produits encore plus cher ». Le paysan qui travaille sait, au contraire, que le propriétaire foncier l'opprime toujours et que c'est l'ouvrier qui l'a débarrassé de ce joug. Deux âmes luttent sans trêve chez le paysan. Il faut distinguer clairement l'une de l'autre. Les travailleurs seront toujours pour nous des travailleurs, et quant aux paysans propriétaires, nous sommes forcés de les combattre, parce qu'ils sont peu éclairés.

Les messieurs de la Ligue des Nations ne sont pas des ignorants, gloire à Dieu ; ils ont peut-être plus d'instruction que nos menchéviks et les socialistes révolutionnaires. Mais voyez un peu les choses qui se passent chez eux. Le Japon fait l'éloge de la Ligue des Nations et donne, en même temps, des crocs-en-jambe à l'Amérique. Ces messieurs se battent sans cesse, alors que nous autres, nous sommes unis, parce que les ouvriers de tous les pays passent de notre côté. Mais si nous avons battu et défait des gouvernements si expérimentés et riches et ayant cent fois plus de canons et de dreadnoughts que nous, il serait donc drôle d'admettre que nous serons impulsants de résoudre les tâches qui intéressent notre classe et celle des paysans. Nous avons, à notre côté, la discipline et une étroite union de toutes les volontés qui triompheront sur tous les obstacles ; à plus forte raison, ce sera le cas de la volonté unie des dizaines et des centaines de milliers d'hommes, mais il faut qu'elle soit exprimée par un seul organe, cette volonté compliquée, et cet organe qui la forge, ce sont les Soviets.

C'est sur cette base très large que reposent notre constitution et notre pouvoir soviétique, et c'est pour cette raison précisément que les décisions du pouvoir soviétique sont si autoritaires, en incarnant à force des ouvriers et des paysans.

Mais nous sommes des matérialistes et une autorité théorique ne peut pas nous satisfaire. Il faut qu'elle trouve dans la vie une application pratique. Nous voyons que, dans cette question, le vieux élément bourgeois prend le dessus ; il est plus

fort que nous, il faut l'avouer franchement. La vieille habitude bourgeoise — vivre en petits propriétaires et chacun à sa guise, en défendant le principe du commerce libre — cette habitude, je le répète, est plus forte que nous.

Les syndicats ouvriers ont pris naissance au sein du capitalisme et sont devenus peu à peu un moyen de lutte de la classe ouvrière. L'idée de la classe appartient au genre d'idées qui se forment dans le tumulte de la lutte et au milieu de processus de développement. Les classes sociales ne sont pas isolées les unes des autres. Quand le prolétariat s'est transformé petit à petit en une classe sociale, il est devenu bientôt si fort qu'il prit, un beau jour, toute la machine de l'Etat entre ses mains, et ayant déclaré la guerre au monde entier, en sortit en vainqueur indiscutable.

Les corporations industrielles et professionnelles, qui ont servi à l'homme d'un moyen d'instruction sociale, deviennent surannées. Sous le régime capitaliste, l'union des prolétaires se faisait sous l'égide de ces corporations et des syndicats ouvriers. Ils présentaient alors un fait social progressif et créaient les conditions nécessaires pour l'union du prolétariat.

Une classe sociale se développe généralement sous un régime capitaliste, mais dès que l'heure de la révolution sonne, elle prend le pouvoir entre ses mains. Et alors, les corporations professionnelles et industrielles deviennent des institutions arriérées, parce que les gens mal intentionnés y trouvent alors un terrain fécond pour la propagande des idées anti-communistes.

Le capitalisme est renversé, mais l'édifice du régime socialiste n'est pas encore érigé ; et il faudra bien du temps pour y aboutir. Ici, nous nous heurtons contre tous les malentendus qui ne sont point accidentels, mais apparaissent comme des conséquences naturelles de la discorde historique au sein des syndicats, qui sont une arme d'union professionnelle sous le régime capitaliste et un moyen d'union sociale des ouvriers qui ont pris le pouvoir entre leurs mains. Ces ouvriers consentent à tous les sacrifices et créent une discipline qui fait sentir vaguement que les intérêts de la classe sont au-dessus de ceux des corporations. Les ouvriers qui ne peuvent pas se sacrifier de cette façon sont des égoïstes et des ennemis de leur classe et nous les expulserons de la famille prolétarienne.

Telle est la question fondamentale de la discipline de travail et de la conjoncture générale, question dont se préoccupa le congrès du parti bolchéviste. Les décisions prises par ce congrès et les résolutions votées par lui portent que la classe ouvrière a grandi, qu'elle a pris le pouvoir entre ses mains et qu'elle lutte contre le monde entier.

Le combat devient de plus en plus difficile et dur qu'auparavant. A la guerre, la lutte était moins pénible. Mais à l'heure qu'il est, nous avons à réaliser une œuvre d'organisation, une œuvre d'éducation morale. Présentement, notre prolétariat n'est pas trop nombreux. La guerre en a réduit fortement l'importance numérique. Nos victoires nous ont rendu plus difficile la haute administration du pays. Les ouvriers, en général, et les ouvriers syndicalisés en particulier doivent le comprendre. Quand nous parlons de la dictature, ce n'est pas un caprice de partisans de la centralisation. Nous devons traiter les ouvriers en toute franchise et leur parler de la même façon. Il nous faut plus de discipline, plus d'autorité individuelle et plus de dictature. Il n'y a pas, sans cela, de grandes victoires.

Nous avons une armée de trois millions d'ouvriers, cimentés par les syndicats ; 600.000 communistes doivent être l'avant-garde de cette armée de trois millions.

Notre mot d'ordre fondamental porte : plus d'autorité individuelle, plus de discipline de travail, plus d'ordre et de système, plus de courage et d'endurance, plus d'abnégation et à bas les intérêts des groupes, des corporations et des particuliers. Il n'y a pas de victoire sans cela.

Mais si nous mettons unanimement en pratique cette décision, en y associant les trois millions d'hommes de notre armée ouvrière et les dizaines de millions de paysans, qui sentiront l'autorité morale et la force des gens sachant se sacrifier à la cause du socialisme, nous deviendrons invincibles et à jamais.

L'assemblée ayant couvert d'applaudissements prolongés le discours du camarade Lénine, a voté ensuite, à une grande majorité, la résolution qui suit :

« Le troisième congrès des syndicats ouvriers statue :

1° Faire appel à tous les ouvriers et travailleurs de la Russie Soviétique et les inviter à se mettre vigoureusement et unanimement à la lutte contre la désorganisation économique qui ronge le pays ;

2° Introduire aussitôt, de haut en bas, dans toutes les organisations professionnelles, une discipline de travail des plus sévères, pour que les syndicats ouvriers et les comités de fabriques et d'usines deviennent des organes d'exécution modèles, s'acquittant rapidement et fidèlement de toutes les tâches responsables qu'impose la situation économique menaçante du pays et la lutte pour le maintien et le développement de la dictature ouvrière ;

3° Rendre plus intense le travail tendant à attirer les masses ouvrières à l'organisation communiste et le faire, si possible, avec le concours des syndicats ouvriers et sous la haute direc-

tion du parti communiste, qui est le porte-voix, seul et unique, des véritables intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs de la Russie Soviétique.

Rapport de Tomsky

Le camarade Tomsky donne lecture d'un rapport relatif à l'activité du bureau central des syndicats ouvriers de Russie. Le rapporteur fait observer, tout d'abord, que le nouveau B. C. S. O. R. (bureau central des syndicats ouvriers de Russie), ayant commencé à fonctionner en février 1919, se heurta contre des problèmes d'organisation aussi difficiles que vastes. Il a eu à organiser, en première ligne, le mouvement syndicaliste en Ukraine et à rétablir les syndicats ouvriers dissous et anéantis par Denikine. Au cours de l'année écoulée, le B. C. S. O. R. a réalisé d'importants succès d'organisation, en ayant cimenté en un seul bloc toute une série de syndicats et en en ayant créé nombre de nouveaux.

En caractérisant la politique du B. C. S. O. R. au cours de l'année écoulée, le rapporteur a relevé qu'il suivait fidèlement la voie indiquée par le premier et deuxième congrès des syndicats ouvriers et ne résolvait les problèmes du mouvement syndicaliste que dans l'intérêt spécial de la dictature du prolétariat.

En parlant du mouvement syndicaliste international, le camarade Tomsky a dit que les radiogrammes que l'on envoie à l'étranger depuis 1918 ne produisaient pas pendant de longs mois l'effet qu'on en avait espéré. Il n'y a que ces temps derniers que les radios soviétiques commencent à pénétrer dans la presse européenne et que nous recevons des nouvelles, bien rares encore, de nos camarades étrangers ; d'un autre côté, des représentants du prolétariat européen viennent nous visiter, et nous aussi, nous avons réussi à envoyer nos délégués au congrès international des ouvriers des transports à Christiania.

En ce qui concerne le mouvement syndicaliste international — a terminé le camarade Tomsky — notre tâche est de secourir les syndicats ouvriers rouges qui ont adopté le programme de l'Internationale Communiste.

Après le rapport du camarade Tomsky, le congrès a voté la résolution qui suit :

« Ayant pris connaissance du rapport du camarade Tomsky, relatif à l'activité du B. C. S. O. R. au cours de l'année écoulée, le congrès estime :

1° Le travail du B. C. S. O. R. exprime assez fidèlement les

tendances de la classe ouvrière vers la consolidation de sa dictature, laquelle est absolument nécessaire dans les conditions si dures et si pénibles de la lutte politique intérieure et extérieure ;

2° La participation intense et énergique du B. C. S. O. R. à la défense militaire de la Russie Soviétiste a influencé naturellement ses tâches fondamentales et ayant considérablement compliqué et augmenté ces dernières, a compromis l'équilibre qui existait jusqu'alors entre les organes exécutifs du B. C. S. O. R., d'un côté, et le mouvement syndicaliste, ayant acquis depuis lors une importance particulière, d'un autre côté ;

3° L'aplanissement de ce manque d'équilibre est la tâche d'organisation la plus importante et urgente du B. C. S. O. R., tâche dictée par le passage de la Russie Soviétiste à l'organisation pacifique du pays, laquelle doit se faire par la voie d'une lutte tenace contre la désorganisation économique et la faim ;

4° Pour que ce but soit atteint le plus rapidement possible, les syndicats ouvriers et leurs organes centraux doivent prêter un concours énergique au B. C. S. O. R. et l'aider à nouer des relations vives et solides avec toutes les organisations de province ;

5° Le B. C. S. O. R. doit établir aussitôt des liens étroits avec tous les organes économiques du pouvoir soviétiste ;

6° Le B. C. S. O. R. doit veiller strictement sur ce que tous ses organes, ainsi que ceux des syndicats ouvriers régionaux, se soumettent à une discipline de travail plus sévère ;

7° Dans tout son travail ultérieur, le B. C. S. O. R. est tenu à accentuer pratiquement tous les principes dirigeants des organes de la dictature ouvrière, en adaptant soigneusement à cette dictature le mouvement syndicaliste, en le consolidant et en préparant ainsi le passage au régime communiste. »

Rapport de Rykoff sur la réorganisation de la vie économique

« Les historiens futurs, — a dit le camarade Rykoff, — étudieront avec la plus grande attention cet acte vraiment extraordinaire des ouvriers et des paysans d'un Etat, lesquels n'ayant jamais participé à l'administration, ont pris, tout d'un coup, le pouvoir entre leurs mains et, après avoir détruit la propriété privée, ont organisé une société nouvelle. Nos successeurs et nos petits-fils verront plus clairement que nous si nous avons bien mis les jalons sur la voie de notre développement. Il nous a fallu détruire, de haut en bas, l'appareil économique bour-

geois. Ce processus d'un coup d'Etat radical en allant jusqu'aux profondeurs du pays continue toujours, et la lutte engagée ne sera terminée qu'après le remplacement de toutes les formes de l'ancien Etat par un nouveau système politique, gouverné par les ouvriers et paysans. »

En parlant de notre situation économique, le rapporteur a dit qu'elle présente, en ce moment, une question vitale et principale pour les organes soviétistes. Tout Etat capitaliste aurait péri, et non pas en deux ans et demi, mais en quelques mois, s'il avait eu à exister dans des conditions comme les nôtres : blocus très étroit et isolement complet de tous les marchés fournissant les matières brutes et les combustibles. En même temps, nous avons non seulement à vivre dans ces conditions presque mortelles, mais à soutenir aussi une lutte inouïe, sur un front interminable, contre les forces unies des gardes blancs russes et européens.

La tâche des organes économiques pendant cette phase de développement de l'Etat des ouvriers et des paysans tendait donc à leur assurer, par tous les moyens, la victoire militaire et à leur permettre l'organisation du régime économique communiste. A l'heure présente, après les triomphes brillants de notre glorieuse armée rouge, toute l'Europe occidentale parle déjà non pas de guerre, mais de paix avec la Russie Soviétiste et d'un échange de marchandises avec notre pays. Ce fait a créé une époque nouvelle dans l'organisation de l'Etat des ouvriers et des paysans. Présentement, cette nouvelle organisation économique du pays est presque terminée, et tout particulièrement en ce qui concerne le ravitaillement et la production des articles de première nécessité.

Le camarade Rykoff a parlé ensuite, avec plus de détails, sur l'approvisionnement et la distribution de grains. En Ukraine, en moins de douze mois, les organes d'approvisionnement ont accumulé une quantité de grains une fois et demie plus grande que celle de l'année passée (100 millions de pouds). Cette année-ci, les paysans ont réalisé 40 % du programme d'approvisionnement contre les 35 % de l'année passée. Le rapporteur déclare ensuite que l'appareil d'approvisionnement doit être rendu plus souple, pour assurer le ravitaillement des secteurs les plus importants du front économique.

Le camarade Rykoff expose ensuite des chiffres qui caractérisent l'état du transport et du matériel roulant. Le mois de novembre 1919 a accusé 53,7 % de locomotives détériorées et inutilisables, et, au mois de février, on en comptait 60 % ; si le nombre des locomotives « malades » avaient continué à augmenter, la République Soviétiste se serait bientôt trouvée dans

la nécessité de suspendre la circulation de tous les trains et le travail de toutes les entreprises industrielles. Nous avons pris des mesures énergiques et décisives, et le mois de mars a accusé aussitôt une amélioration sensible ; depuis lors, le nombre des locomotives réparées augmente sans cesse. Un revirement salutaire s'est produit dans le transport et il aboutira, il faut l'espérer, au rétablissement du fonctionnement normal des chemins de fer.

En passant à la question des combustibles, le rapporteur fait ressortir qu'en 1919, quand la République avait besoin de 14.440 millions de sagènes cubes de bois de chauffage, 5 milliards seulement furent approvisionnés ; cette année, le total des approvisionnements s'élève à 8 milliards de sagènes cubes. Le chargement de bois de chauffage est plus intense ces temps derniers. Les approvisionnements de naphte des régions de Crozny et de Maikop ne pourront être utilisés que dans le cas où les chemins de fer seront à même d'en assurer le transport. Si ce dernier est amélioré tout prochainement, les grandes ressources des régions forestières pourront être également mises à profit encore cette année.

Le camarade Rykoff dit ensuite quelques mots sur les métaux. En présence de la désorganisation du transport, cette branche de l'approvisionnement se trouve dans une situation très triste. Nous ne pouvons pas faire venir dans nos usines et fabriques les stocks de métaux accumulés dans la région de l'Oural et dans le bassin de Donetz. Nous ne pouvons non plus exporter et distribuer à la population les deux millions de pouds d'articles métalliques que possèdent les fabriques et usines. Dans l'industrie textile, on constate de même une réduction très forte de la production, faute de coton que nous ne pouvons pas faire venir de Turkestan.

En terminant, le rapporteur insiste sur la nécessité d'un système d'administration individuelle dans chaque branche d'industrie. Une seconde condition absolument indispensable, c'est le rétablissement et la consolidation de la discipline. Il faut aboutir, coûte que coûte, à un état de choses où les ouvriers considéreraient les fabriques et usines où ils travaillent comme leurs propres entreprises. Il faut aussi forcer tous les paresseux et fainéants à travailler pour les ouvriers et paysans et à contribuer ainsi à la lutte contre la faim et la misère. »

Discours de Trotsky

Au cours de cette année de luttes acharnées, — a commencé son discours le camarade Trotsky, — nous avons mobilisé pour

l'armée rouge plus de paysans que d'ouvriers. La plupart des soldats rouges sont des paysans. Les ouvriers ne font que 15 % de tous les effectifs de l'armée. Néanmoins, après une expérience de deux ans, nous pouvons affirmer que les véritables organisateurs de l'armée rouge lui furent fournis par la classe ouvrière ou, pour mieux dire, par les ouvriers syndicalisés ou appartenant au parti communiste.

A tous les moments où un front quelconque se trouvait né, nous faisons appel au comité central du parti communiste ou à votre bureau central, et les deux sources nous donnaient aussitôt les forces vivantes nécessaires qui se rendaient sur les fronts et y organisaient, chacune à sa guise, l'armée rouge. Il faut retenir ce fait, parce qu'il jette un rayon de lumière sur l'idée de la militarisation, telle qu'elle se fait dans notre conscience communiste.

Quand nous parlons de la militarisation du travail, ce mot n'a pas chez nous une signification spéciale. On s'en sert non seulement chez nous, mais aussi aux pays bourgeois.

Le régime tsariste a connu la militarisation, mais la nôtre est différente de toutes les formes de militarisation précédentes, tout comme le prolétariat conscient et organisé est différent de la bourgeoisie consciencieusement organisée. L'on doit bien des erreurs et des préjugés à cette confusion de diverses formes de militarisation, notamment socialiste, prolétarienne, communiste et bourgeoise. Toute la critique des partisans des idées menchevistes a pour base l'identification tantôt demi-consciente, tantôt inconsciente du militarisme bourgeois et du militarisme prolétarien, socialiste et communiste.

Quels sont les moyens capables d'organiser le travail à une époque où le peuple passe du régime capitaliste au régime communiste ? On nous dit que le travail obligatoire et coercitif est peu productif. Mais quel est donc le travail qu'oppose au travail obligatoire nos adversaires ? Ils disent que c'est le travail libre que l'on achète au marché. Voilà comment les menschéviks comprennent l'idée du travail libre et non coercitif.

Nous connaissons le travail des paysans serfs, nous connaissons le travail obligatoire et réglementaire des corporations professionnelles du Moyen Age, nous connaissons enfin le travail que l'on vendait aux marchés et que la bourgeoisie faisait passer pour un travail libre. Mais nous autres, communistes, nous tendons vers un autre travail public, vers un travail social et obligatoire pour le pays tout entier et pour chaque travailleur à part. Donc, le travail obligatoire est un travail où chaque citoyen occupe sa place qui lui fut indiquée par l'organe conforme de district, de province ou de région, c'est un

travail réglementé conformément à un programme d'Etat qui englobe tout le pays, toute la classe ouvrière. Et sous cette forme, l'idée du travail obligatoire faisait toujours partie du programme socialiste.

On cherche à nous assurer que le travail obligatoire n'est pas productif. S'il en était ainsi, nous n'aurions à constater qu'une chose pure et simple — la fin, plus ou moins rapprochée, du régime socialiste, parce qu'il n'y a pas d'autre voie conduisant au socialisme que celle d'une distribution par les centres administratifs de toute la force ouvrière et de son utilisation en stricte conformité aux intérêts de l'Etat. Ceci posé, et une fois pour toutes, nous reconnaissons par là le droit de l'Etat ouvrier d'envoyer chaque ouvrier ou ouvrière à l'endroit où l'on a besoin d'eux pour l'exécution de diverses tâches économiques ; nous reconnaissons par là le droit de l'Etat de châtier l'ouvrier ou l'ouvrière qui aurait refusé d'obéir aux ordres de l'Etat ou de soumettre leur volonté à celle de toute la classe ouvrière et de ses organes dirigeants. Il n'y a que les armées qui ont le droit de disposer ainsi de leurs soldats. Si les organisations professionnelles et industrielles n'ont pas ce droit, elles ne seront que des institutions vides, sans esprit et sans âme, parce que le régime socialiste qui se constitue a besoin d'organisations professionnelles, ayant le droit de grouper, comme il leur faut, les ouvriers et les prolétaires et de les envoyer là où il est nécessaire.

Nous vivons à une époque où le peuple passe du régime capitaliste au socialisme. Si les ouvriers gardent le droit de choisir librement leur travail et de se déplacer sans encombrement et à la volonté, la désorganisation actuelle de toute la vie et des organes du ravitaillement et du transport conduira, en fin de compte, à une anarchie économique complète, à une débâcle irréparable et à l'impossibilité de prévoir ce que nous apportera la journée de demain. Donc, la militarisation du travail n'est pas une invention d'hommes politiques ou, spécialement, du gouvernement des ouvriers et des paysans.

La militarisation du travail est une méthode d'organisation indispensable et inévitable des forces ouvrières et de leur groupement forcé conformément aux intérêts et nécessités de l'Etat communiste qui se constitue. Et si cette force ouvrière, ainsi organisée et distribuée n'est pas productive, alors c'est la fin du socialisme.

Si notre nouvelle forme d'organisation du travail conduit à une baisse de sa productivité, c'est donc notre fin, notre mort politique et sociale. Le préjugé des libéraux — le travail vendu librement aux marchés — a trouvé sa mort sous les ruines du

régime impérialiste, en créant ainsi les conditions nécessaires pour une nouvelle organisation du travail (sur la base d'une solidarité forcée, c'est-à-dire sur la base socialiste). Mais c'est déjà un problème qui n'est point simple, parce que l'homme est paresseux et a le droit de l'être, c'est-à-dire de faire le minimum d'efforts pour en tirer le maximum de produits nécessaires. Donc, tout le processus du développement doit tendre à une augmentation de la productivité du travail. Et les nouvelles formes du travail doivent être éprouvées au moyen de cette pierre de touche, avant tout.

L'on dit que le travail libre, vendu aux marchés, est plus productif. C'est un des préjugés, et non moindre, des libéraux. Le travail libre n'est devenu productif que peu à peu et grâce à un système d'éducation sociale, laquelle se servait de méthodes très variées. La bourgeoisie avait chassé, tout d'abord, les paysans de leurs villages et leur avait volé leurs terres ; elle marquait les laboureurs au fer rouge, quand ils voulaient travailler aux fabriques et usines, elle les fusillait et les accoutumait à l'industrie mécanique.

Plus tard, la bourgeoisie y ajouta la propagande des popes. En un mot, elle faisait son possible pour façonner à sa guise la conscience des travailleurs. Toutes les formes de salaire, les contrats collectifs, les tarifs, etc., ne sont que diverses méthodes dont se servait la bourgeoisie pour dresser la classe ouvrière et pour l'habituer à un travail productif. En Angleterre, la bourgeoisie a même réussi à inspirer la politique des trade-unions, des syndicats ouvriers et autres organes de la classe ouvrière. Peu à peu, la bourgeoisie a abouti à un état de choses qui lui fait recevoir de la classe ouvrière des quantités toujours croissantes d'efforts utiles et de produits. En même temps, elle inventa plusieurs formes d'encouragement et toutes sortes de récompenses pour les ouvriers particulièrement zélés et productifs. Donc, le travail libre n'est autre chose que le résultat d'une organisation spéciale longue et tenace, d'une propagande active, de représailles matérielles habiles et d'une politique adroite de la bourgeoisie. Le travail libre pur et simple, le travail libre, indépendant n'existe pas, c'est une fiction ; il n'y a que diverses formes de travail, créées par telles ou autres formes respectives de la production industrielle et technique.

Dans notre pays, tout le monde travaille dans l'intérêt de la société, et nous n'avons pas besoin, pour en augmenter l'intensité et la productivité, d'avoir recours aux méthodes d'administration dont se servaient les popes et les gouvernements libéraux et menchévistes. Nous déclarons franchement que cha-

que ouvrier doit produire le maximum d'effort, s'il veut que la productivité de la classe ouvrière augmente. Mais quels sont nos moyens pour aboutir à ce résultat salubre ? La bourgeoisie se servait, en cette occasion, de la religion, mais nos méthodes sont autres nous expliquons franchement aux ouvriers la situation, nous les instruisons, nous donnons aux masses les connaissances techniques nécessaires et nous leur rendons clair le plan économique, dont vient de parler le camarade Rykoff.

Dans les conditions présentes, les salaires doivent être considérés comme un moyen d'évaluer fidèlement ce que chaque ouvrier peut fournir à sa république ouvrière au point de vue d'efforts utiles ; les salaires ne doivent que mesurer, pour ainsi dire, l'intensité, la bonne qualité, la productivité et l'utilité du travail fait. Tant que les articles de première nécessité nous manquent, il faut les donner, avant tout, à l'industrie ; il le faut pour le salut des masses qui travaillent ; il faut que l'ouvrier qui travaille plus honnêtement et plus énergiquement soit nourri et équipé mieux que les autres. C'est à cet effet précisément que nous appliquons au travail le système de primes ouvrières. Nous avons enfin les repréailles dont ne peut se passer aucun Etat, aucun pouvoir.

Le gouvernement ouvrier a le droit de châtier sévèrement et sans merci les paresseux et les travailleurs égoïstes ou indolents. Voilà, camarades, les moyens dont dispose l'Etat Soviétique pour rendre plus intense la productivité du travail. Et nous faisons appel aux ouvriers et ouvrières : faites que votre travail basé sur la coercition et sur les principes nouveaux soit productif et utile.

En terminant son discours, le camarade Trotsky relève que, malgré quelques succès réalisés en certaines branches de l'industrie et de l'économie nationale, la situation économique de la Russie reste toujours précaire. Cette situation s'empire, ajoute-t-il, aussi pour cette raison que nous ne pouvons nous entendre jusqu'ici avec nos voisins. Nous ne voulons pas faire la guerre à la Pologne, mais il est possible que les hobereaux polonais, qui ont déjà trahi à maintes reprises les intérêts du peuple polonais, nous forcent à abandonner nos tâches économiques et à venir au secours du prolétariat polonais.

Mais notre ennemi le plus terrible, c'est toujours la désorganisation économique, et nous ne pourrions en sauver le pays par des mesures partielles ou par des palliatifs ; il y faut un maximum d'efforts de tout le prolétariat et une militarisation générale de l'esprit et de toutes les forces physiques de la

nation. La réalisation de cette tâche doit être l'œuvre du 3^e Congrès des syndicats ouvriers.

Le congrès, après avoir pris connaissance des rapports des camarades Rykoff et Trotsky, a voté, sur la proposition de la fraction communiste, la résolution qui suit :

« Le 3^e congrès des syndicats ouvriers approuve les thèses relatives à la politique économique, adoptées au 9^e congrès général du parti communiste russe, et invite le bureau central des syndicats ouvriers de Russie à s'inspirer, dans tout son travail, de ces thèses, comme étant les seuls principes pouvant aider la Russie à sortir de la pénible situation économique où elle est et capables de la pousser vers un développement intense de ses forces productrices, en consolidant ainsi la victoire finale de la classe ouvrière et la défaite de la bourgeoisie. »

Résolutions du Congrès

Travail obligatoire

La résolution du congrès concernant la mise en pratique du travail obligatoire porte que les syndicats ouvriers doivent adopter incontinent les mesures qui suivent : lutter systématiquement et énergiquement contre le désœuvrement, faire revenir des villages les ouvriers spécialistes qui y sont rentrés, veiller sur ce que les ouvriers ne passent, d'une façon désordonnée, d'une entreprise dans l'autre, sans l'autorisation des syndicats ouvriers, etc.

Instruction professionnelle et technique

La résolution qui s'y rapporte déclare que l'instruction professionnelle et technique doit être développée au plus haut degré. Toutes les écoles primaires et moyennes doivent être rapprochées de la vie industrielle du pays et le centre de gravité de leurs programmes doit être transporté sur l'instruction professionnelle et technique. Les écoles des hautes études techniques doivent perdre leur caractère de foyers de sciences académiques et devenir une source puissante qui nourrirait intarissablement la vie de l'Etat socialiste. Le congrès invite tous les syndicats ouvriers à fixer leur attention particulière sur l'instruction professionnelle et technique et à mobiliser à cet effet tous les travailleurs spécialistes à leur disposition.

Appel aux ouvriers

Dans cet appel, le congrès fait ressortir que le prolétariat étant devenu maître politique de son pays, doit conquérir maintenant les vastes connaissances techniques qui n'étaient jus-

qu'ici que le monopole de la bourgeoisie. Les sciences techniques doivent être démocratisées, devenir un bien public appartenant à toute la masse du prolétariat russe et occuper la première place dans toutes les écoles. Il faut déclarer une guerre implacable à l'ignorance technique et en finir le plus rapidement possible. Ce n'est qu'en créant des cadres puissants d'ouvriers spécialistes que la République Soviétiste résoudra heureusement le problème colossal du rétablissement de l'économie nationale ruinée et remportera une victoire définitive sur le front pacifique du travail.

Aux prolétaires de tous les pays

Le congrès a voté l'appel qui suit aux prolétaires de tous les pays :

« Camarades ouvriers !

Le télégraphe, les radios et les journaux ces armes puissantes de la grande tromperie capitaliste, vous ont annoncé, à maintes reprises, la nouvelle de la militarisation du travail dans la République Soviétiste. Les serviteurs vénaux de l'impérialisme cherchent à tirer de ce fait un double avantage : médire de la Russie Socialiste et justifier la violence qu'ils emploient envers leurs travailleurs. Les mille délégués du 3^e congrès général des syndicats ouvriers, qui représentent plus de trois millions d'ouvriers industriels syndicalisés, considèrent de leur devoir de vous mettre en garde contre les louanges et les injures de l'opinion publique bourgeoise à l'égard des méthodes soviétistes tendant à l'organisation du travail.

La guerre impérialiste, le blocus inhumain et cruel et les attaques incessantes des bandes mercenaires de Clemenceau et de Churchill ont ruiné notre économie nationale. Il nous faut une tension extraordinaire de toutes nos forces pour tirer le pays des calamités et de la misère au milieu desquelles il se débat. Chaque ouvrier honnête et conscient doit faire son possible pour le salut de la République Socialiste.

Une discipline de travail inflexible et une unité immuable dans l'exécution du plan économique, voilà ce que nous appelons militarisation du travail. Nous n'avons ni rois entourés de ministres, ni propriétaires et capitalistes servis par leurs agents; nous autres travailleurs, nous nous chargeons nous-mêmes de tous, les engagements durs et pénibles que nous impose notre devoir envers la révolution et les générations futures.

Prolétaires de tous les pays ! En pleine lutte et au milieu d'efforts fiévreux d'un travail infatigable, nous vous adressons

notre salut fraternel ! Nous attendons avec ferme assurance l'heure (elle sonnera tout prochainement), où les ouvriers de tout le monde capitaliste auront chassé leurs oppresseurs et fait du globe terrestre un bien public appartenant à toute l'humanité.

Vive l'alliance universelle du travail ! »

Rapport de Radek

Le camarade Radek a fait un rapport sur la situation internationale. Il met au clair, dans son discours, le rôle des syndicats ouvriers des autres pays et déclare qu'ils ont trahi la classe ouvrière au moment de sa lutte acharnée contre le capitalisme. Les ouvriers de l'Europe occidentale commencent à comprendre de plus en plus qu'aucune amélioration de la situation de la classe ouvrière n'est possible sous le régime capitaliste, et ils insistent, en Angleterre et en Allemagne, sur la nationalisation des chemins de fer et sur la remise aux ouvriers de la haute administration de toute l'industrie.

Les révolutionnaires ont réussi à s'organiser dans les syndicats ouvriers étrangers les plus importants où ils ont la majorité. Les réformistes et les ouvriers révolutionnaires luttent avec acharnement sur tout le front du mouvement syndicaliste international. Dans cette lutte, — dit le camarade Radek, — nous pouvons aider nos camarades occidentaux, en leur communiquant les leçons et l'expérience de notre propre lutte et leur démontrant que la classe ouvrière est capable d'organiser elle-même la vie économique de son pays. Mais il faut, à cet effet, renforcer nos liens avec les syndicats ouvriers de l'Europe et de l'Amérique.

Le camarade Radek propose au congrès de charger le bureau central des syndicats ouvriers de Russie des démarches nécessaires tendant à la création d'une liaison organique avec les syndicats ouvriers occidentaux et à l'élaboration, conjointement avec la III^e Internationale, d'un appel aux syndicats du monde entier, leur expliquant les problèmes internationaux de la lutte économique.

Adhésion à la III^e Internationale

Après le rapport du camarade Radek le congrès a voté la résolution qui suit :

« Le prolétariat international lutte non pour une réorganisation du régime capitaliste, mais pour sa destruction complète. Dans cette lutte révolutionnaire, tous les éléments révolutionnaires conscients adhèrent, de plus en plus décidément,

à la III^e Internationale qui incarne la révolution prolétarienne mondiale. Les syndicats ouvriers russes, qui ont combattu le régime capitaliste russe à côté du parti communiste, ne peuvent pas rester en dehors de la III^e Internationale, et leur congrès se prononce donc pour l'adhésion à la III^e Internationale, en invitant les syndicats ouvriers révolutionnaires du monde entier à imiter l'exemple du prolétariat syndicalisé russe. »

Thèses d'organisation

Les syndicats ouvriers qui sont les bases de l'Etat prolétarien et les seuls organisateurs du travail industriel et de la vie économique du pays, sont sensiblement affaiblis. Cet affaiblissement intérieur est déterminé par le manque de contact, plus ou moins étroit, entre les organes syndicalistes supérieurs et inférieurs, par une coordination insuffisante des éléments de l'appareil syndicaliste et, enfin, par le peu d'influence que les syndicats exercent sur la masse de leurs membres.

La consolidation de la dictature du prolétariat ayant fait naître de nouveaux problèmes économiques de haute importance, le travail des syndicats ouvriers devient plus responsable et particulièrement sérieux. Aussi, la tâche d'organisation fondamentale la plus urgente (celle de l'affermissement de tout l'appareil syndicaliste) ne peut-elle être résolue qu'à la condition d'une modification complète du caractère, des méthodes et de l'intensité du travail des syndicats ouvriers. Ce dernier doit consister dans la mise en œuvre des principes concrets, se rapportant à l'organisation de la production, dans le rétablissement des forces productrices du pays au sein de diverses corporations et des régions industrielles, dans l'élaboration préalable et dans la réalisation des tâches isolées ayant trait à l'amélioration du bien-être matériel et du niveau intellectuel des membres des syndicats.

Les questions les plus graves du mouvement syndicaliste doivent être soumises à l'examen des foyers fondamentaux des organisations professionnelles, existant aux fabriques et usines. Tout le travail des syndicats ouvriers doit être organisé de façon que les foyers professionnels, puissent avoir des réponses à toutes les questions qui les agitent et suivre l'activité de leurs organes dirigeants. Pour que ce but soit atteint, il faut que les syndicats ouvriers travaillent chacun dans sa branche spéciale et conformément à leurs problèmes fondamentaux.

Les syndicats ouvriers doivent contrôler efficacement et sans relâche tous les délégués et fondés de pouvoirs qu'ils envoient aux diverses institutions publiques et gouvernementales. Les

organes dirigeants syndicalistes doivent être munis d'appareils précis pour la réalisation de leurs tâches. Chaque comité central doit avoir une liste complète de tous ses travailleurs actifs qui remplissent telle ou autre fonction publique syndicaliste. Les syndicats ouvriers doivent avoir des renseignements fidèles sur tous les délégués et fondés de pouvoirs des diverses branches de la production. Les organes centraux du mouvement syndicaliste doivent se poser comme tâche principale une distribution et une utilisation régulière et rationnelle de la force ouvrière. Les organes supérieurs doivent surveiller sans relâche l'activité des foyers syndicalistes inférieurs et combattre impitoyablement toute manifestation de négligence ou d'indolence de la part de leurs membres. Aucune conférence ou assemblée ne peuvent être tenues aux heures du travail réglementaire.

En ce qui concerne le perfectionnement de l'appareil syndicaliste, les thèses d'organisation font ressortir que le mouvement syndicaliste général doit se baser sur une démocratisation successive de la centralisation, c'est-à-dire de l'éligibilité, de la responsabilité et du roulement des organes dirigeants, d'un côté, et de la réalisation rapide et exacte des décisions et des dispositions des organes centraux, d'un autre côté.

Pour adapter l'activité des organes syndicalistes isolés à la souplesse et au travail régulier de tout l'appareil des syndicats ouvriers, les petits bourgs et les localités ne comptant que peu d'ouvriers et n'ayant pas de succursales syndicalistes, doivent créer des secrétariats locaux, dont le but sera de cimenter et d'organiser les petits groupes d'ouvriers et d'employés, arrachés du centre, de les lier avec celui qui est le plus rapproché et de diriger leur activité professionnelle. Ces secrétariats seront les organes des bureaux de district, lesquels dépendront, à leur tour, des syndicats ouvriers d'arrondissement.

L'appareil syndicaliste — portant plus loin les thèses d'organisation — ne pourra travailler régulièrement que dans le cas où les organes économiques ne se chargeront pas de fonctions purement syndicalistes et n'interviendront pas dans l'activité spéciale des syndicats ouvriers. Malgré cette condition absolument nécessaire, il y a des administrations techniques et des comités centraux qui constituent près d'eux des sections ayant pour but de faire le travail spécial des syndicats ouvriers.

Les thèses d'organisation fixent ensuite à partir du 1^{er} mai, à deux pour cent de tous les salaires fondamentaux et supplémentaires la quote-part normale que chaque ouvrier doit verser à la caisse centrale des syndicats.

Les thèses indiquent ensuite que les syndicats doivent faire leur possible pour attirer au travail syndicaliste tous les ouvriers qui se font embaucher et travaillent chez les petits industriels et patrons des villes et des villages. Quant aux industriels qui travaillent à leurs risques et périls et n'emploient pas de force ouvrière salariée, ils ne pourront être admis aux syndicats que dans le cas où ils travaillent à domicile pour les besoins de l'Etat ou pour les bureaux publics qui distribuent les produits à des prix fixés par les syndicats ouvriers et qui se soumettent aux règlements des organes économiques et syndicalistes. Les industriels indépendants et qui ne travaillent que pour le marché libre ne pourront être admis aux syndicats. De même, les syndicats ne doivent admettre dans leur sein les associations ouvrières, les communes et les coopératives industrielles. Les membres de toutes ces organisations ne peuvent faire partie des syndicats ouvriers conformes qu'à la condition que leurs organisations ne se servent pas de force ouvrière salariée, qu'elles travaillent uniquement pour les comités d'économie nationale ou pour les bureaux publics, qu'elles se soumettent au règlement relatif à la protection du travail et qu'elles emploient les bénéfices réalisés au développement de leurs entreprises et non à la distribution parmi leurs membres.

Aux fins du rétablissement des forces productrices du pays et de l'utilisation, pour l'organisation socialiste, de toutes les connaissances scientifiques et techniques accumulées et de l'expérience professionnelle des syndicats, le congrès a décidé de réaliser, le plus pratiquement possible, la tâche de l'admission des spécialistes aux divers syndicats industriels.

En constatant ensuite que l'éducation professionnelle, le développement de la conscience sociale et le relèvement du niveau intellectuel de la masse ouvrière sont les armes principales de l'organisation socialiste du pays et que les femmes qui travaillent présentaient jusqu'ici les éléments les plus arriérés de la classe ouvrière, le congrès a décidé que les syndicats ouvriers doivent fixer leur attention sur l'organisation des institutions qui pourraient émanciper la femme des petits soins du ménage. Les syndicats doivent tâcher, sans créer, toutefois, d'organisations féminines spéciales, de faire participer les ouvrières les plus actives aux travaux ayant trait à l'élaboration de tarifs, à la protection du travail, à l'assurance sociale, à l'instruction publique, etc. Les syndicats doivent rendre plus intense leur propagande parmi les ouvrières et étudier soigneusement l'application et les conditions du travail féminin.

Pour activer le développement ultérieur du mouvement syndicaliste et aux fins de la création des organisations industrielles stables et puissantes, par la voie d'un fusionnement de syndicats ouvriers congénères, le congrès a décidé que les syndicats des cheminots et des ouvriers du transport devront former un seul syndicat des ouvriers du transport ; les syndicats des sapeurs-pompiers et des coiffeurs devront faire partie du syndicat des ouvriers et des travailleurs de l'économie municipale ; les membres du syndicat des ouvriers et des employés domestiques entreranno aux syndicats des ouvriers et des travailleurs de l'économie municipale et de l'alimentation communale ; enfin, les syndicats des brossiers, des ouvriers forestiers, des pharmaciens, des verriers et des cimentiers feront respectivement partie des syndicats des tanneurs, des ouvriers agricoles, des ouvriers de la santé publique, des chimistes et des ouvriers en constructions.

Revue de Politique Internationale

SPA ET MOSCOU

Les criminels d'Etat qui président à la décomposition de l'Europe se sont de nouveau réunis autour du Traité de Guerre en temps de paix. C'est à Spa que la farce fut jouée. Les capitalistes alliés discutent à la fois entre eux et avec les capitalistes allemands. Le capitalisme anglais est satisfait. Il tient l'Allemagne à la gorge. Il a détruit son commerce international et réduit son industrie. Que peut-il demander de plus ? Il n'a qu'à veiller au grain et à empêcher le retour de l'Allemagne à la vie, à la vie d'avant-guerre.

Tel n'est pas le cas du nationalisme français. Après avoir totalement ruiné le pays, nos vainqueurs cherchent à dépecer le squelette allemand. Notre gouvernement de malheur, au service de l'Etat-Major, qui n'a pas encore digéré la paix « prématurée » et « mal faite », voudrait reviser le Traité à droite. Son idée maîtresse est la mainmise sur les charbonnages de la Rhur qu'il ruinera pacifiquement comme les Allemands ont ruiné les charbonnages du Nord militairement. Une autre idée s'est em-

parée de nos mégalomanes nationalistes et réactionnaires : la dislocation de l'unité allemande. Le Traité de Guerre pendant la paix n'a pas réalisé cette idée fixe de notre maboulisme intégral. Et on se demande dans ces milieux si l'on ne peut arriver à ce but en profitant de l'inexécution du Traité inexécutable.

M. Millerand, l'homme à tout faire de la réaction intégrale, est parti à Spa pour travailler à cette glorieuse œuvre nationale. Le maréchal Foch, qui dirige actuellement les affaires étrangères françaises en attendant les affaires intérieures, ne quitte plus d'une semelle son sous-ordre, M. Alexandre Millerand. Il l'accompagne partout en déposant son épée sur la table des négociations.

Et l'on procède militairement. On commence à demander des choses à peu près irréalisables. Les Allemands protestent et refusent. Alors on brandit le grand sabre de M. le Maréchal. Et le triomphe du Droit est assuré. On a ainsi obtenu des Allemands la promesse du désarmement et de deux millions de tonnes de charbon par mois.

C'est non seulement l'Allemagne qui a capitulé devant l'argument de Droit du maréchal Foch, mais M. Lloyd George lui-même, qui n'a plus aucun intérêt à enfoncer constamment l'épée dans le corps allemand. Pourquoi ? C'est bien simple. Le Premier anglais a ses petites difficultés. Son idée à lui est la dislocation russe, la disparition de la menace asiatique. Il opérait à l'aide de la Pologne. Mais cette dernière est écrasée par les armées rouges. Les Polonais qui devaient disloquer la Russie en faisant d'une pierre deux coups — l'un contre la puissance russe en Asie, l'autre contre le péril révolutionnaire — sont menacés eux-mêmes de dislocation.

..

Ce n'est pas tout. L'Asie Mineure est en flammes. L'armée turque se dresse contre les hommes de paille de l'Angleterre qui prétendent gouverner au nom de la Turquie à Constantinople. La guerre d'Orient, malgré l'intervention grecque, ou plutôt à cause d'elle, menace de s'éterniser. Une opposition se dessine à Constantinople même, où les officiers anglais sont obligés de sortir en bandes pour ne pas être assassinés. Les affaires intérieures — surtout celles d'Irlande, où la vie des Anglais jouit de la même sécurité que dans les quartiers populaires de Stamboul — vont de mal en pire. Ce n'est pas le moment de se brouiller avec la seule alliée sûre (?) qui reste à l'Angleterre — avec la France. Et voilà pourquoi M. Lloyd George, qui doit considérer le maréchal Foch avec le même sentiment que le propriétaire d'un magasin de faïence considère l'irruption d'un éléphant dans sa

boutique, est obligé, la mort dans l'âme, d'accepter toutes les occupations possibles et impossibles. L'occupation de Constantinople et des territoires turcs en Asie Mineure vaut bien celle de la Rhur. *Manus manum lavat*. Les voleurs de territoires sont solidaires pourvu que chacun vole de son côté.

Le « Temps » n'est pas content. La France risque de se brouiller à tout jamais avec sa population musulmane — en soutenant l'Angleterre. Mais, ô « Temps », l'Angleterre risque aussi quelque chose. Il est bien bon, le « Temps ». Il veut bien recevoir — la Rhur des mains anglaises, mais il ne veut rien donner. Il s'insurge contre le principe de son propre régime : *donnant donnant*.

Et le Parti socialiste français ? Il regarde tranquillement comment on étrangle le prolétariat allemand, et il ne dit rien. Il attend des nouvelles de Cachin et de Frossard qui sont en train de recevoir une douche à Moscou pour les aider à supporter les chaleurs russes. Ce parti avait bien promis de réclamer une paix sans contribution ni indemnité en laissant aux peuples le droit à la vie, mais le nationalisme est devenu si puissant, depuis les élections. Il est dangereux d'y toucher. Boncour préfère penser à la défense nationale pour une future guerre qui, cette fois, sera la dernière. Car après elle, il n'y aura plus personne de vivant. Blum est préoccupé de concilier la réforme avec la révolution en les enfouissant, l'une et l'autre, dans les cartonniers du Parlement. Les autres sont en prison ou condamnés à l'impuissance. On comprend que, dans ces conditions difficiles, la Fédération de la Seine, la plus révolutionnaire de toutes les Fédérations de France, après avoir fait beaucoup de bruit, ne trouve pas son mot à dire...

..

Heureusement, il y a la Russie. Là, on se bat, et l'on chasse les hordes capitalistes polonaises soutenues et dirigées par le banditisme capitaliste mondial. Le *Parti Socialiste (???) Polonais* fait appel à « la défense nationale » chère à nos Boncour. Mais a-t-on le droit de demander à cette section — modèle de la Deuxième : « pourquoi cette même défense nationale » ne devait pas jouer contre l'ignoble agression des mercenaires polonais, contre le prolétariat russe. Nos « défense nationale » ne la trouvent-ils légitime que lorsqu'il s'agit de défendre « les coffres-forts de la bande » ? Nous nous permettons de penser le contraire. On ne doit défendre que son pays, c'est-à-dire le pays où la terre, les mines, les usines et le reste n'appartiennent qu'aux travailleurs. La défense nationale polonaise est, en ce moment, la défense du capital et des hobereaux polonais par leurs esclaves. Camarades

polonais, défendez-vous contre vos maîtres et passez armes et bagages, à vos défenseurs, aux prolétaires russes. Les communistes polonais sont d'accord avec nous. Ils sont contre Pilsudski avec Lénine, le porte-parole de l'Internationale-communiste qui n'a pas vendu ses frères au capital international.

..

On voit rarement dans l'histoire — qui abonde pourtant d'ignominies de toutes sortes — un spectacle aussi hideux que celui qui consiste à lancer les meurt-de-faim polonais contre les meurt-de-faim russes dans un intérêt impérialiste mondial. Ce crime a été commis par les Alliés qui vont lâcher leurs victimes, du moment que le coup n'a pas réussi. En lançant le nationalisme polonais, le plus fou de tous les nationalismes, contre le peuple russe en lutte pour son affranchissement, le capitalisme allié a battu le record de l'ignominie et de la sottise. Il va l'expier.

Et l'expiation a commencé. Lloyd George envoie ses meilleurs torpilleurs pour chercher « le cannibal » Krassine en lui mendiant la paix pour les Polonais. Le gouvernement des Soviets ne se bat pas contre, mais pour les peuples. Et la question se pose de savoir si l'intérêt de la révolution mondiale n'exige pas la continuation de la lutte contre l'impérialisme polonais. La prise de Varsovie bientôt à la portée des Armées rouges, déchaînera-t-elle la révolution polonaise et, par répercussion, la révolution allemande, préface de la révolution européenne ? C'est une question qui ne saurait être résolue que par les communistes polonais et russes solidairement. Les intérêts de la Révolution mondiale sont les seuls guides dans la solution de ce problème.

Mais quelle que soit la solution à laquelle s'arrêteront les chefs de la Révolution communiste, d'accord avec l'élite du prolétariat révolutionnaire réuni en ce moment à Moscou, le capitalisme mondial condamné à s'humilier devant le Communisme vainqueur subira une défaite mortelle. La paix donnera aux Soviets de meilleures conditions de lutte et laissera à la crise européenne le temps de se développer jusqu'à son terme normal : la révolution sociale.

Mais, d'autre part, la continuation de la guerre ne saurait que précipiter cette crise. Lloyd George le sait. Et il demande la paix. Quant à M. Millerand, il ne sait rien, ne comprend rien. Et il attend les ordres de Foch qui, lui, prend ses directives chez un nouveau père Du Lac.

Il y a pourtant un pays à surveiller tout particulièrement. C'est la Roumanie qui ne demande pas mieux que prendre la

place de la Pologne, pourvu que les Alliés soient généreux. Il paraît qu'en ce moment ils ne le sont pas suffisamment. Après une nouvelle défaite, les Alliés recauseront.

..

Le II^e Congrès de l'Internationale communiste qui discutera la politique internationale, pour la première fois non seulement au point de vue théorique, mais aussi comme une puissance réelle ayant la possibilité de lui donner une direction, aura devant lui un tableau mondial d'un intérêt saisissant : d'un côté de formidables puissances capitalistes tremblant pour leur lendemain, sans idéal, sans force réelle, condamnées à ruser avec leurs peuples, à les ruiner, à les massacrer, s'empêtrant chaque jour davantage dans des difficultés inextricables, s'humiliant devant une Révolution qu'elles exècrent et qu'elles redoutent ; d'autre part une jeune république communiste souffrant mille misères, mais pleine d'enthousiasme, marchant la tête haute, pour conquérir le monde au bien-être universel ; une jeune société de producteurs ne voulant vivre que du travail et ne pouvant se diriger que par la raison et la science.

De ces deux mondes, l'un porte le nom de Moscou, l'autre celui de Spa. Moscou, c'est le travail triomphant, la vérité proclamée, les peuples rendus à eux-mêmes, la terre féconde, l'usine perfectionnée, la vie plus intense, la fin des guerres et des misères, la fin de toutes les hypocrisies et de tous les mensonges.

Spa ! Une table de jeu où de louches partenaires jouent la vie des peuples. Spa, c'est la brutalité triomphante, le mensonge et la ruse bestiales, la haine et la ruine : du sang, des larmes, la guerre et la misère proclamées éternelles ; les victimes acclamant leurs bourreaux, les bourreaux piétinant leurs victimes ; la faillite comme base de l'Etat — et par-dessus tout le néant et la bêtise !...

Spa et Moscou ! Les peuples regardent et choisissent.

Ch. R.

La Revue Communiste envoie ses félicitations les plus chaleureuses au camarade Lénine à l'occasion du 50^e anniversaire que la Russie Communiste tout entière a fêté avec enthousiasme, le 23 avril de cette année. Vive le chef de la Révolution Communiste ! Vive la Révolution mondiale !

P.-S. — Nous publierons, dans un de nos prochains numéros, des études sur la vie et l'action de cet homme qui occupera une des premières places dans l'histoire de l'émancipation de l'Humanité.

Chronique Internationale

ESPAGNE

Deux Congrès consécutifs ont eu lieu au mois de juin à la Maison du Peuple de Madrid. Un Congrès extraordinaire du Parti Socialiste espagnol s'est réuni pour traiter la question de l'Internationale et celle de l'Union générale de Travailleurs.

Dans ces derniers mois, les trois tendances socialistes s'étaient affirmées avec vigueur dans le vieux parti socialiste ; d'une part, les éléments de droite Besteiro, Largo Caballero, Fabra et C^{ie} qui avaient fait leur possible pour empêcher l'adhésion à la III^e Internationale, allaient livrer la bataille, avec les éléments centristes, pour conserver l'orientation réformiste du parti, et éviter que sa direction tombât dans les mains des centristes. Il ne faut pas oublier, que les éléments vraiment communistes du Parti, c'est-à-dire les jeunes, plus actifs, et intelligents, qui dirigeaient la Fédération des Jeunesses Socialistes, avec d'autres militants, s'étaient constitués le 15 avril en Parti Communiste, Section Espagnole de la III^e Internationale.

Les éléments centristes représentés par Anguiano, Fernando de los Rios, Arenas, Cortès et d'autres, qui cachent leur réformisme, sous un langage emprunté à la III^e défendaient, mais sans grande ardeur, l'adhésion pure et simple à la Troisième ; ce qu'ils visaient surtout, c'était à s'emparer du Parti en profitant de cette plate-forme pour continuer la politique de compromis et de collaboration.

Dans les Congrès on répéta les mêmes arguments déjà exposés par chaque tendance. Comme preuve de l'esprit communiste qui régnait parmi les congressistes, il suffira de dire que la demande du Parti communiste d'envoyer en Russie une délégation pour s'informer au sujet de la Troisième, fut d'abord rejetée.

Finalement, le Congrès approuva une motion du centriste Fernando de los Rios décidant l'adhésion, avec des réserves, pour la politique nationale espagnole. Le Congrès désigna deux délégués, Anguiano et De los Rios pour aller en Russie discuter ces questions avec le Comité de la III^e.

Pour démontrer la sincérité de l'accord d'adhésion à la Troisième, remarquons qu'à l'élection du nouveau Comité national, on réélit ses ennemis les plus irréductibles, Besteiro et Largo Caballero, qui démissionnèrent, Fabra Ribas, pour la direction du quotidien du Parti « El Socialista », qui, lui,

ne démissionna point : puis, les centristes Nuñez de Arenas, Lamonedá et Quejido. Celui-ci a depuis longtemps cessé de travailler activement dans le Parti. C'est un bureaucrate syndicaliste réformiste dans le genre de la social-démocratie allemande.

Anguiano n'a pas répondu aux espérances qu'on avait fondées sur lui. Il n'a pas osé maintenir ses engagements d'adhérer au Parti Communiste, et s'est contenté de la modeste adhésion avec réserves. Et encore cette décision a été prise en raison de la propagande du Parti Communiste. On peut dire qu'aujourd'hui, à la Maison du Peuple de Madrid, on ne peut tenir un langage qui ne soit pas favorable à la Troisième, mais une rigoureuse éducation marxiste révolutionnaire n'existe pas dans la classe ouvrière.

Le Parti socialiste espagnol repousse les soviets et ne veut nullement essayer la formule de l'Etat prolétarien. Il faut donc attendre les résultats du voyage des deux délégués en Russie et surtout, ce qui est plus important, la réponse de la Troisième que l'on peut prévoir négative.

De son côté, le Parti Communiste a envoyé un délégué en Russie pour informer sur la situation ouvrière et socialiste en Espagne.

Le Congrès de l'Union Générale des Travailleurs s'est refusé purement et simplement à adhérer à la Troisième. On y a décidé de continuer l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Les éléments socialistes de gauche continuent à tenir dans leurs mains l'organisation ouvrière socialiste, mais leur influence décline rapidement. Dans ce Congrès on a entendu, pour la première fois, la voix des délégués communistes, animés d'un esprit ferme et révolutionnaire. Nous envisagerons pour l'avenir une union des communistes avec les forces ouvrières syndicalistes qui ont accepté les principes de la Troisième, et alors la puissance révolutionnaire de leurs organisations, unies dans un même but, serait immense.

F. I.

A travers les Livres

Les Hommes. — Les Faits. — Les Idées

HENRI BARBUSSE. — *Paroles d'un Combattant* (E. Flammarion).

La campagne nationaliste de l'Affaire Dreyfus a donné au socialisme des hommes comme Anatole France et Francis de Pressensé. La Guerre de Revanche — intérieure et extérieure — de 1914 a fait passer dans nos rangs Henri Barbusse, à la tête d'un groupement d'écrivains de valeur, d'une ardente activité sociale, de bon aloi, portant le nom de *Clarté*. Tout nouveau crime du Régime éloigne de lui tout ce qui est honnête et clairvoyant dans la société finissante. Le nouveau livre d'Henri Barbusse, d'une lecture facile et attrayante, est en même temps un document historique. C'est l'histoire naturelle d'une conscience en révolte contre la guerre d'abord, contre le Régime qui l'a engendrée ensuite.

Barbusse est un grand idéaliste qui, à force de sincérité, devient réaliste. Il prend au sérieux les « vérités éternelles » maltraitées jadis par l'inoubliable Paul Lafargue qui les traitait de « grues métaphysiques » à l'usage de tous les individus et de tous les partis, mais ces vérités abstraites servent à Barbusse d'échelle à l'aide de laquelle il monte vers le sommet de la Réalité.

Le livre de Barbusse marque également l'évolution d'un désabusé de la guerre. Comme bien d'autres, Barbusse croyait un moment à la guerre de droit et de civilisation. Aussi écrit-il, le 9 août 1914, à un directeur jusqu'aboutiste de l'*Humanité* : « Cette guerre est une guerre sociale qui fera faire un grand pas — peut-être le pas définitif — à notre cause. Elle est dirigée contre nos vieux ennemis infâmes de toujours : le militarisme et l'impérialisme, le Sabre, la Botte, et j'ajouterai : la Couronne ».

Mettant toujours ses actes d'accord avec ses idées, Barbusse, exempt du service militaire, s'engage comme volontaire dans l'infanterie, y passe vingt-trois mois comme simple soldat et ne quitte l'armée active qu'après de graves blessures qui lui valent une réforme n° 1. Il est, à cette époque, patriote et antimilitariste. La guerre mondiale ne fut-elle pas une guerre antimili-

tariste et anti-impérialiste ? Si vous doutez lisez les articles de tous les leaders de l'*Humanité* de cette époque. Il croit en Wilson et salue en termes enthousiastes le livre d'Edg. Milhaud, le théologien et le glossateur de la *Société des Nations* (24 juin 1917).

Mais, déjà, il est convaincu que « le jour où les multitudes qui sont la chair à canon et qu'on écrase par masses obscures, par plaines immenses, comme des bêtes, ouvriront les yeux et prendront conscience, et se dirigeront elles-mêmes, et jugeront le cas où il y a lieu d'accepter l'esclavage, d'être combattants (le seul cas de *légitime défense*), on apercevra la fin des guerres ». (Même date.)

On voit qu'en 1917 Barbusse fait encore la distinction entre une guerre dite défensive et une guerre offensive, ainsi que l'a fait toute la deuxième Internationale (elle en est morte).

L'évolution de la pensée de Barbusse va, comme toute évolution, du vague au précis, de l'abstrait au concret. Il croit d'abord à la force de l'idée républicaine dégagée d'hypocrisies qui la « déforment ». Il croit au patriotisme pur. Mais, peu à peu, la réalité vue de près et observée honnêtement, à la lueur d'une conscience droite, détruit dans l'auteur du « Feu » toute illusion. Le chemin est long et dur. Une conscience délicate est difficile à contenter. Elle hésite et se demande : « Est-on jamais sûr d'avoir raison ? » La force de la conscience se mesure par la violence du drame qui s'y joue. Mais un point est acquis : « La pensée humaine se sépare par moitié. Les porteurs d'idées se divisent en deux masses : ceux qui veulent un changement de l'ordre social, ceux qui veulent ou acceptent le maintien de l'ordre ancien des choses » (p. 114).

Mais le dénouement du drame s'accomplit. La conscience se fixe. Elle a touché le fond du problème : la misère sociale, mère de toutes les autres. Et le 7 septembre 1919, Barbusse prononce les paroles suivantes : « Il n'est pas difficile de voir la vérité morale et sociale. — Non, ce n'est pas cela qui est difficile. Il n'est pas difficile de se rendre compte, dès qu'on considère la situation de l'ensemble formidable des vivants, que ce qui est la force même — c'est-à-dire la masse des hommes — est réduit à l'esclavage et qu'il y a là une *absurdité* fondamentale » (p. 122).

Barbusse paye toujours son tribut à la « vérité ». Il est du « Parti de la vérité ». Mais ce n'est plus une formule vide, une abstraction *ante rem*, mais une vue générale prise sur des faits concrets, une vérité *post rem*. Et la pensée de notre auteur se précise de plus en plus. Il condamne sévèrement « les socialistes nationaux » (donc, l'ancien directeur de l'*Humanité*). Il déclare « la vérité révolutionnaire » (p. 137). Il n'hésite pas à

accepter toutes les conséquences de sa nouvelle conception. Après avoir révolutionné les esprits, il faudra aller plus loin ; « il faudra que tout change de fond en comble, d'une façon ou d'une autre », c'est-à-dire pacifiquement si possible, révolutionnairement si nécessaire.

Mis à la tête d'une grande organisation d'Anciens Combattants, Barbusse répudie la formule hypocrite : « pas de politique ! », laquelle veut toujours dire : « laissez-nous faire notre politique ». L'Association Républicaine des Anciens Combattants (A. R. A. C.) fera de la politique, et de la meilleure ! Elle se placera sur le même plan que le Parti socialiste en se solidarissant avec son aile extrême-gauche, à la grande terreur des majoritaires, anciens non-combattants.

C'est la Révolution russe qui a aidé Barbusse à concrétiser et fixer sa pensée. Aucun militant n'a fait autant pour la Révolution russe que Barbusse — par sa plume qui donne de la fraîcheur, de la simplicité et de la netteté aux idées, et par sa parole persuasive et convaincante. En parlant des Bolcheviks, Barbusse écrit : « ...A travers un prodigieux amoncellement de difficultés intérieures et extérieures, ils ont tout de même bâti de belles institutions » (p. 171). Et il préfère aux inscriptions patriotiques « sur nos vieux drapeaux de barbarie et de militarisme » le « cri de raison que Karl Marx a jeté depuis trop longtemps dans le monde : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » » (p. 177).

Barbusse adhère au Communisme. Il voit le « déséquilibre universel » dans « la différence qu'il y a entre ceux qui travaillent et ceux qui profitent du travail des autres — les exploités et les exploités ». Et il souligne avec enthousiasme l'article 3 de la Constitution de la République russe des Soviets dont voici la teneur : « L'ordre nouveau se propose essentiellement pour but de supprimer toute exploitation de l'homme par l'homme, d'abolir définitivement la division de la société en classes, d'écraser sans pitié tous les exploités, de réaliser l'organisation socialiste de la société et de faire triompher le socialisme dans tous les pays » (p. 209).

Désormais, Barbusse ne combattra que pour fonder « la grande patrie universelle des pauvres ». Il répudie l'opportunisme même se réclamant du socialisme en le caractérisant admirablement comme « une défaite qui traîne en longueur ». Et il finit son appel enflammé au Congrès des Anciens Combattants par ces belles paroles : « La seule voix humaine qui s'harmonise avec la nature elle-même, la musique pensante de l'aube et du soleil, c'est le chant de l'Internationale ». (2 mai 1920.)

Quel chemin parcouru depuis la date de la lettre adressée à Renaudel (9 août 1914) jusqu'au 2 mai 1920 ! C'est la voie

glorieuse d'une conscience et d'un grand esprit. Et dire qu'il y a des hommes qui se vantent de ne pas avoir changé depuis le 4 août 1914 !... Nous préférons les variations d'un Barbusse à la fidélité — aux funestes erreurs — d'un Renaudel qui, hélas ! reste toujours lui-même : *Perseverare diabolicum*.

Lénine, par M. A. LANDAU-ALDANOF. — Jacques Povolozky, 9, rue de l'Eperon, Paris.

Le seul éloge qu'on puisse faire de cette monographie de Lénine, c'est que, de tous les livres qui furent commis contre le bolchevisme, son chef et la vérité historique, le livre de Landau est celui qui dénature le moins. M. Landau est un adversaire qui hait, comprend mal ou insuffisamment la grande figure de la révolution communiste, mais il s'est donné la peine d'étudier son sujet, ce qui est rarement le cas dans la littérature anti-bolcheviste.

L'auteur, dès le début, nous met à l'aise par sa franchise. Il se déclare lui-même « contre-révolutionnaire ». Autant dire un homme qui, par définition, est incapable de comprendre une révolution. Et M. Landau-Aldanof ne manque aucune occasion pour le prouver presque à chaque page de son livre. M. Landau a un prédécesseur illustre : H. Taine. On sait que l'illustre critique a admirablement réussi à se barrer la route à la compréhension de la grande révolution française avec des monceaux de faits. Plus il savait, et moins il comprenait. Taine aussi — que les mânes du grand mort me pardonnent de le mettre à côté d'un vivant obscur — dévoilait, dès les premiers mots, le secret de son incompréhension : la peur et la haine de la révolution.

Il va de soi que M. Landau montre plus de candeur contre-révolutionnaire — et naturellement moins de psychologie — sans même parler du talent — que l'auteur des *Origines*. Il avoue naïvement qu'il ne déteste que la révolution communiste, mais qu'il appelle de tous ses vœux une révolution — anti-bolcheviste. Ecoutons cet aveu touchant : « Aujourd'hui tous les pays de l'Europe, sauf la Russie, ont les institutions qui permettent la lutte d'idées sans barricades et sans mitrailleuses ». L'auteur n'a rien entendu de la censure pendant la guerre, des procès contre « des complots » pendant la paix de la mainmise du capital sur la presse. Et il continue : « AUSSI SOUHAITONS-NOUS QUE LA REVOLUTION QUI RENSERERA LA TYRANNIE BOLCHEVISTE, soit la dernière des révolutions » (p. 8).

Le brave bourgeois qui se croit même socialiste n'aime et ne comprend que sa révolution qu'il « souhaite ». Toute autre révolution est œuvre diabolique. Ils sont tous comme cela, ces faux humanitaires. Ils regardent avec sérénité les torrents de

sang et de larmes qui coulent *régulièrement* à travers tous les pays et toutes les époques sous le titre de guerres nationales et internationales, et ils poussent des hurlements lorsque, pour une fois, la conscience humaine se dresse contre la bestialité séculaire et fait, doucement, innocemment presque, violence à la violence. Les *Niagara* de sang humain qui se précipitent sur la tête des peuples du sommet des pouvoirs constitués ne les révoltent pas. Et ils gardent toute leur sévérité pour les *gouttes* de sang que les révolutionnaires sont parfois obligés, à contre cœur et provoqués par la résistance contre-révolutionnaire, d'infliger à leur idéal profondément hostile à tout acte de cruauté.

M. Landau fournit un grand nombre de renseignements sur la vie et l'action de Lénine qui, sont pour la plupart, intéressants et exacts. Mais l'incompréhension, le parti pris et l'interprétation dénaturent les faits les mieux établis. Aussi s'explique-t-il mal l'origine même de la scission entre Bolcheviks et Mencheviks. Il n'y voit qu'une querelle byzantine à propos des textes d'un règlement du Parti. En effet, on discutait ferme, au Congrès de 1903, si l'on doit considérer comme membre du Parti toute personne qui « lui rend un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations » (thèse menchevik), ou la personne qui « soutient le Parti aussi bien de ses ressources matérielles, que par sa participation personnelle dans une des organisations du Parti » ainsi que le réclamait la thèse des Bolcheviks.

Rien de plus sérieux que ce différend qui touche un point vital. Pour être du Parti, faut-il en être membre constitutif ou, dans certains cas, un simple collaborateur, un sympathisant qui veut se rendre utile, souvent par des raisons qui n'ont rien de commun avec les revendications fondamentales du Parti. Qui ne voit pas que, au moment même de la Constitution du Parti social-démocrate russe, se posait déjà le problème de la collaboration des classes ? Les Mencheviks, à des degrés différents, en furent toujours partisans. Les Bolcheviks combattirent la collaboration des classes. Ces deux thèses supposent deux conceptions différentes, deux doctrines sur le rôle historique de la démocratie, sur la valeur du principe majoritaire, de la dictature, de la tactique révolutionnaire.

Et nous devons louer la perspicacité de Lénine qui, dans une simple question d'organisation, a su découvrir une profonde divergence de doctrine et de tactique.

Tout le développement ultérieur des deux tractions de la social-démocratie se transformant en deux partis, se combattant violemment, a justifié l'intérêt attribué par Lénine et ses amis à cette divergence que peu de gens distinguaient à cette

époque. Les Mencheviks — sauf quelques rares exceptions — furent les représentants de la tactique opportuniste et collaboration des classes, tandis que les Bolcheviks préconisèrent et firent triompher la révolution communiste qui, elle aussi, prétend être la dernière révolution violente. Car elle supprime la source même de la violence : la domination des classes et des races privilégiées.

La justification historique de Lénine et des Bolcheviks est dans cette opposition fondamentale qui, hier, dominait l'histoire du socialisme et qui aujourd'hui domine l'histoire du monde. Devant cette lutte tragique de deux conceptions — démocratique et évolutionniste d'une part et prolétarienne et révolutionnaire de l'autre — s'effacent toutes les erreurs, toutes les contradictions partielles, toutes les insuffisances individuelles. Les historiens à la Landau jouent dans les grandioses mouvements historiques le rôle des ramasseurs de mégots : ils recueillent, avec un intérêt infini, ce que la vie rejette dédaigneusement. Nous préférons le pauvre ramasseur de restes à l'historien pédant, car le premier a au moins comme excuse l'impitoyable besoin de manger... Le besoin d'écrire sur tout et sur tous est moins respectable.

LUCIEN LE FOYER. — *La Défense des Persécutés*. — (Paris, Société Mutuelle d'Édition, 118, avenue Parmentier, 1920.).

M. Lucien Le Foyer est un des rares pacifistes bourgeois, qui eut le courage de parler de la paix pendant la guerre.

On connaît la faillite du pacifisme démocratique, qui a toujours cru que l'on peut conjurer les menaces de guerre par des Congrès, des discours, des banquets et des résolutions.

Sa devise est : *noblesse n'oblige pas !* M. Lucien Le Foyer est resté fidèle à cette utopie, même pendant la guerre. Il ne craignait pas les foudres de la Censure et les hurlements des impérialistes et chauvins français qui se battaient jusqu'au bout, la plume à la main, pour la civilisation guerrière. M. Le Foyer collabora aux journaux « défaitistes » tout en restant patriote et défense nationale.

Il défendit Caillaux. C'est un des rares républicains restés fidèles à la République et à l'idéologie démocratique qui, pour prendre les choses au mieux, représente la bonne volonté sans la moindre compréhension des réalités sociales et économiques.

Tout en rendant justice à ces bonnes intentions dont l'enfer démocratique est pavé, nous regrettons qu'un écrivain de valeur comme Lucien Le Foyer soit resté attaché à cette vieille idéologie. La guerre pourtant a dû lui montrer tout le vide

désolant de ce verbalisme pacifique et stérile. Ce n'est pas avec des mots ou avec des discours qu'on abattra la guerre, conséquence naturelle du régime capitaliste.

Le livre de Le Foyer mérite pourtant d'être lu et médité. Car il dénonce éloquemment quelques turpitudes et bien des sottises.

Ch. R.

Memento Bibliographique

ANDREAS LAZKO. — *Les hommes en guerre*, traduit de l'allemand, par Magdeleine Marx. Flammarion, Paris.

HENRI BARBUSSE. — *Paroles d'un Combattant*, Paris. Flammarion.

M^e JACQUES BONZON. — *L'Etau. — L'Internationale Financière*. Librairie Delesale, 16, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

MAURICE PHUSIS. — *La Chute de l'Humanité*. Paris. Librairie J. Terrier.

HAN RYNER. — *Les Apparitions d'Ahasvérus*. Paris, Eugène Figuière, 3, place de l'Odéon.

J.-W. BIENSTOCK. — *Histoire du Mouvement révolutionnaire en Russie*, Payot, Paris.

NATALIE CLIFFARD BARNEY. — *Pensée d'une Amazone*. Emile Paul, Paris. 1920.

K. TAHMAZIAN. — *Turcs et Arméniens*. Imprimerie H. Turobian.

PAUL CUMINAL. — *Clartés philosophiques*. 5, Quai Jules-Courmont, Lyon.

DIMITRY GAVRONSKY. — *Le Bilan du Bolchevisme russe*. 46, boulevard Saint-Jacques, Paris.

E. DE CLERMONT-TONNERRE. — *Almanach des Bonnes Choses de France*. Crès, Paris.

NOEL GARNIER. — *Le Don de ma Mère*. Flammarion, Paris.

Nota. — Il en sera rendu compte dans la mesure du possible.

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la Sté Mutuelle d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

